L'AFFRANCHI

Périodique des AmiEs

de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 11 4 frs. 15 FF. Paraît trois fois par an ÉTÉ 1995

Suisse
Y a-t-il un avenir après le 25 juin ?

France
Renouveau du mouvement étudiant

Histoire
Quand des étudiants "inventaient" le syndicalisme révolutionnaire

Les dangers des religions

De Moscou à Minsk...

Y a-t-il un avenir après le 25 juin ?

Par les amiEs de l'AIT Lausanne

LE peuple suisse serait-il masochiste ? Après les votations du 25 juin, on peut se poser la question. Accepter par référendum que l'âge de la retraite des femmes passe de 62 à 64 ans, n'est-ce pas extravagant ? Comment en est-on arrivés là ? Pour ceux de nos lecteurs qui n'ont pas l'avantage d'être des Helvètes aux bras noueux, mais peut-être aussi pour les lecteurs de ce pays qui se seraient perdus dans l'imbroglio de cette 10ème révision de l'Assurance vieillesse (AVS), il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques-uns des épisodes de ce mauvais vaudeville.

Il existe un petit pays merveilleux, perdu au centre de l'Europe, dans lequel le peuple dispose de droits formidables. Il peut, par référendum, remettre en cause les décisions de ses "représentants" et même, s'il le souhaite, modifier la Constitution par le biais de l'initiative populaire. Pour cela, il suffit de recueillir des signatures, en nombre suffisant et dans les délais légaux. Cela s'appelle la démocratie semi-directe. Si, si, ça existe !

Un jour il fallut réformer l'AVS, une espèce de sécurité sociale minimum pour les vieux (et les vieilles) qui permet de survivre (plutôt mal) si l'on a cotisé le nombre d'années réglementaires. Ce système avait été mis en place à une époque où le mariage c'était pour la vie et où la femme était censée rester à la maison. Les temps ayant changé, experts et parlementaires se penchèrent sur le problème. Après de longues années de réflexion, ils finirent par inventer le *splitting* et le *bonus éducatif*, qui devaient améliorer la situation des femmes, en particulier des divorcées. Mais comme tout à un prix, ils décidèrent de faire passer l'âge du droit à la rente de 62 à 64 ans pour les femmes, ce qui n'était que justice puisque les hommes eux ne la touchent qu'à 65 ans !

Bien sûr ce ne fût pas sans grincements de dents, la ministre concernée, l'ineffable Madame Dreifuss, élue en 1993 dans la joie et les larmes de 10'000 manifestantes sur la place fédérale, commença par écrire sa «lettre aux citoyens», expliquant que l'augmentation de l'âge n'était pas nécessaire. Ensuite, au nom de l'éternelle schizophrénie du parti socialiste suisse, elle rentra dans le rang de la collégialité gouvernementale, prit son bâton de pèlerin et partit en campagne pour défendre le projet de la 10ème révision contre le référendum de l'Union syndicale (USS) et des syndicats chrétiens.

A la tête du comité référendaire, on retrouvait sa sœur jumelle, concurrente malheureuse aux plus hautes fonctions[1], amie et syndicaliste : Christiane Brunner qui devait déclarer, au lendemain du vote «vous avez déçu et déstabilisé ceux qui vous ont soutenue». Et Ruth Dreifuss de répondre «nos convictions sont les mêmes. Seules nos appréciations tactiques sont différentes».

Question tactique, on en connaît un sacré bout dans les rangs socialo-syndicalistes. Le jeu à la mode s'appelle "à qui perd gagne". Les dirigeants syndicaux (y compris tous ceux qui sont membres du PS) appelaient donc à voter non à la 10ème révision en déclarant : avec l'initiative de "repêchage"[2] «nous avons la parade pour récupérer le spliting et le bonus éducatif». Quant au PS, il appelait à voter oui en avançant le même argument «pour récupérer les 62 ans». Tout ça sans parler des initiatives des Verts et de la Société des employés de commerce pour la retraite à la carte dès 62 ans, ni des promesses de Ruth Dreifuss concernant la 11ème révision...

Pendant que la gauche et les "forces de progrès" se donnaient en spectacle, la droite a marqué des points. Et qui va payer tout ça ? Trop facile de dire que ce sont toujours les mêmes, pourtant c'est le cas. Les travailleurses, les chômeuses en fin de droit... Et surtout les immigré(e)s qui représentent le tiers des salarié(e)s paieront le plein tarif. Bien peu d'entre-eux (elles) attendent l'âge officiel pour rentrer au pays, et avec 6,8% de retenue par années d'anticipation, les rentes fondent vite au soleil. Et comme en plus, ils (elles) ne peuvent pas bénéficier des presta-

L'AFFRANCHI
Périodique des AmiEs de l'Association Internationale Travailleurs
Editeur Responsable André Bösiger

Pour toute correspondance

RÉFLEXIONS SOCIALES CASE POSTALE 172
CH - 1000 LAUSANNE 6 - OUCHY - SUISSE

ABONNEMENT : 5 NUMÉROS 20 FRS (80FF)

Versement :Association Réflexions Sociales ccp 10-5082-6 Lausanne

tions complémentaires... c'est tout bénéfice pour la Suisse. Cet argument, les syndicalistes ne l'ont pas avancé, ce n'est pas par hasard. S'il y a bien une chose qui est sûre dans ce joli pays, c'est que l'étranger n'a pas la cote auprès de l'électeur.

Avec le succès du référendum des Démocrates suisse (extrême-droite) contre l'assouplissement de

la Lex Friedrich (limitant l'acquisition d'immeubles par les étrangers) la droite gouvernementale a eu, ce 25 juin, la désagréable surprise de se faire dépasser sur sa droite. L'analyse du vote sur ce point a fait dire à un commentateur que le clivage gauche/droite ne subsiste qu'en Suisse romande. En Suisse allemande, il serait remplacé par un clivage classe politique contre défenseurs du Sonderfall (anti-européens). C'est bien possible.

Devons-nous être heureux, de ce côté-là de la Sarine, d'avoir pour l'instant échappé au populisme d'extrême-droite ? Là encore, les résultats des votations sur les référendums cantonaux laissent songeurs. Les électeurs genevois, à leur manière, dépassent aussi leur gouvernement sur sa droite en acceptant l'initiative "halte au déficit" des partisans du moins d'État. Le canton de Genève a déjà réduit de 10% son personnel, mais le bon peuple en redemande, tout comme il accepte l'instauration de nouvelles taxes universitaires, combattues par référendum par les associations d'étudiants et les syndicats.

Dans le canton de Vaud aussi, les vaillants militants du progrès social ont récolté des signatures pour des prunes. Ils voient leur initiative «pour un impôt de solidarité sur la fortune» refusée par 65% des votants... On imagine aisément l'enthousiasme de ceux qui ont lancé des initiatives sur le même thème dans d'autres cantons : ce n'est qu'un début, le combat continue ! Comme pour «toutes citoyennes / tous citoyens»[3] et tant d'autres aventures du même genre... Combien de générations de militants de gauche vont-elles encore user leurs stylos et leur bonne volonté à récolter des signatures pour des votations qui sont dans 99% des cas des échecs ? «L'idéologie de la classe dominante est l'idéologie dominante» a dit une fois un certain Karl Marx; en d'autres termes : les esclaves votent comme leurs maîtres, ce n'est pas dans le secret de l'isoloir qu'on se libère de son aliénation.

En régime capitaliste, la démocratie use ceux qui s'en servent, elle s'use aussi quand on s'en sert. La nouvelle Constitution fédérale, actuellement en projet, devrait imposer le doublement des signatures nécessaires pour les initiatives et les référendums; les Chambres fédérales (parlement) viennent de déclarer nulle l'initiative du parti socialiste «pour moins de dépenses d'armement et davantage de politique de paix» sous prétexte de non respect du principe constitutionnel de l'unité de la matière. Personne n'est descendu dans la rue pour protester. Quand on pense, que c'était l'alternative réaliste à l'initiative des jeunesses socialistes «pour une Suisse sans armée», la montagne a accouché... de rien du tout.

Pour en revenir au 25 juin, la principale information du scrutin, mais peut-être aussi la plus difficile à évaluer, c'est le chiffre de l'abstention : 60,4%. On a souvent dit que le peuple suisse vote, mais n'élit guère. Cette fois, malgré l'importance des sujets traités, l'abstention a été plus forte qu'aux dernières élections nationales (54% en 1991). Selon les politologues, un fort taux d'abstention serait révélateur de la déception politique et des difficultés à faire un choix. Le 25 juin, sans aucun doute, ces deux éléments étaient présents.

La classe politique suisse ne sort pas grandie du dilemme qu'elle a soumis au peuple. Cette perte de prestige s'étend, à notre avis, aux organisations syndicales qui sont plongées jusqu'au cou dans la stratégie des initiatives, référendums et autres manœuvres politiciennes. Pour en avoir la confirmation, il suffisait d'écouter Vasco Pedrina, le président du syndicat de l'industrie et du bâtiment (SIB) et co-président de l'USS, au lendemain du scrutin : «Nous avons remporté un succès d'estime...» c'est toujours ce qu'on dit en cas d'échec ! «Nous allons utiliser l'initiative [de repêchage] comme un moyen de pression. Dans les semaines à venir, nous aurons des discussions avec le Conseil fédéral et les autres forces politiques (...). Si un consensus n'apparaît pas rapidement, nous demanderons la mise en votation de l'initiative».

La démocratie semi-directe porte bien son nom. En signant une initiative (ou un référendum) on signe un chèque en blanc au comité d'initiative qui peut retirer le projet si ça

l'arrange, s'il estime être parvenu à un consensus avec le pouvoir.

En Suisse, les syndicats ont pratiquement abandonné le terrain syndical, même le plus réformiste. Ils font de la politique à la petite semaine par le biais des récoltes de signatures et avec ceux de leurs dirigeants qui siègent dans les parlements. Ils sont même un vivier à carrières politiques (avis aux amateurs).

L'espace qu'ils laissent vide, celui de la pauvreté, du mécontentement, de l'inquiétude du lendemain... commence à être occupé par la démagogie de l'extrême-droite. Peut-il en être autrement ?

A notre avis, une nouvelle dynamique anticapitaliste ne peut émerger que si elle se situe tout à fait en dehors de la culture politique dominante. Il ne peut y avoir de "révolution culturelle" à l'intérieur du cadre institutionnel. Aucune initiative, aucun référendum ne sera jamais "révolutionnaire".

Malheureusement, la culture politique dominante de la démocratie semi-directe pollue aussi ce que certains appellent «le mouvement social». Un exemple : la récente mobilisation des employés de l'État de Vaud contre l'opération Orchidée[4] est pour le moment dominée par l'attentisme et la délégation de pouvoir. Convoquées par des associations plus ou moins "bidon", 12'000 personnes sont descendues dans la rue pour manifester... Pour la suite, tout le monde semble d'accord d'attendre ce qui viendra d'en haut (du pouvoir et/ou des dirigeants syndicaux) un peu comme on attend les résultats d'une votation.

Il va falloir apprendre à réinventer des solidarités véritables (à la place d'une solidarité mécanique basée sur un sentiment imprécis d'angoisse collective). Sans éthique, sans engagement des gens, sans auto-organisation, sans discussions sur le sens de l'action, sans idéaux communs... il n'y a pas de syndicalisme.

Il est assez douloureux de voir les choses évoluer dans une direction prévisible et sans issue. Pourtant, nous avons le sentiment que tout n'est pas parfaitement ficelé. Dans ce pays, certaines luttes de base généralement minoritaires et isolées se produisent. Révoltes et prises de conscience ne sont pas toujours intégrées par la machine politique. L'avenir n'est pas encore entièrement programmé.

❐

1 Lors de l'élection de Ruth Dreifuss au Conseil fédéral (Gouvernement) la Suisse a connu une véritable crise politique ou plutôt une crise de nerfs de la classe politique. Dans ce pays gouverné par une coalition à majorité de droite, c'est le parlement qui choisi les ministres (les Conseillers fédéraux, qui sont sept en tout et qu'on appelle aussi les "sages"). Quand il faut remplacer un ministre socialiste, la droite majoritaire à la possibilité de choisir dans les rangs socialistes le candidat qui lui plaît. La parlementaire Christiane Brunner était alors la candidate officielle du PS, qui tenait absolument à être représenté par une femme, mais les bourgeois choisirent un homme. Devant la fureur des féministes du parti, celui-ci dû refuser son élection. Pour sortir de l'impasse, le PS proposa alors deux candidates sur tous les points semblables (toutes deux dirigeantes syndicales) et c'est Mme Dreifuss qui l'emporta...

2 Pour parer au compromis gouvernemental, outre le référendum, les syndicats ont aussi déposé une initiative populaire (récolte de 100'000 signatures) prévoyant les améliorations de la 10ème révision + le maintien des 62 ans. Celle-ci sera soumise au peuple quand le parlement le jugera bon...

3 Initiative qui demandait un droit de vote limité pour les immigrés et qui a connu un échec retentissant dans les cantons où elle a été lancée.

4 Opération visant à diminuer de 10% les dépenses de l'État et donc à supprimer des emplois dans la fonction publique...

Renouveau du mouvement étudiant

EN marge du congrès de la Confédération nationale du travail (CNT-AIT) qui a eu lieu du 15 au 17 avril, nous avons appris que d'importantes mobilisations étudiantes s'étaient produites, au début de cette année, dans plusieurs villes de France. A Caen, à Rennes, à Besançon... et tout particulièrement à Pau, où nous nous trouvions, le mouvement a connu une ampleur exceptionnelle : des manifestations, des grèves de plusieurs semaines, des occupations... ont jalonné ces mobilisations.
Nous avons demandé à des copains de Pau de nous parler du mouvement qui s'est développé dans leur ville et des enseignements qu'ils en tirent. L'article qui suit restitue l'essentiel de cette discussion.

Le mouvement des étudiants de février-mars 95 s'explique d'une part par des événements ponctuels : la publication de la circulaire Bardet et du rapport Laurent, et d'autre part par la profonde crise de société que connaît actuellement la France.

La circulaire Bardet prévoyait la suppression des passerelles (équivalences) qui permettent le passage entre les Instituts universitaires techniques (IUT) et les facultés des universités. Le tollé et la mobilisation nationale que cette circulaire a provoqués ont rapidement entraîné son retrait. Le gouvernement ne voulant surtout pas d'une mobilisation d'ampleur à la veille des élections présidentielles.

Cependant, dans un certain nombre de villes, comme à Pau, la mobilisation s'est poursuivie sur le rapport Laurent. Ce rapport commandé par le ministre de l'enseignement supérieur (Fillon) n'entraînait pas de mesures immédiates, mais en suggérait un certain nombre comme l'augmentation des frais d'inscription, la diminution de l'aide au logement pour les étudiants, l'entrée des entreprises privées dans les universités, la régionalisation du financement. Ces "propositions" s'inscrivent dans un malaise général d'universités surchargées, de perte de valeur des diplômes, de création d'universités privées plus compétitives mais hors de portée de la plupart des étudiants, parce qu'extrêmement chères.

«L'augmentation des droits d'inscription, les gens n'en veulent pas, parce qu'avec cette mesure, les études seraient réservées à certains... alors que d'un autre côte on a toujours dit que l'université c'est le seul moyen de s'en sortir, et que si tu travailles bien, tu auras forcément, à la fin, un diplôme, un métier et un bon salaire. Et puis là, ils se rendent compte que le système fonctionne selon les besoins économiques et non pas en fonction des mérites des gens. Ce n'est pas dit comme ça, ce n'est pas aussi clair au niveau de la conscience générale, mais c'est ce malaise qui transparaît... De plus, si les entreprises participent au financement des universités, ce sont elles qui vont dire les matières que l'on va développer, et celle que l'on va laisser tomber... Ce projet symbolise pour les étudiants, ce qu'on leur prévoit comme avenir, c'est-à-dire que de toute manière, ils sont traités de A à Z comme de la marchandise ou du bétail. Ils sont parqués... Il y a aussi une sélection abusive, on est de plus en plus entassés et en plus on commence à nous dire que finalement, à la fin, ce sera pour déboucher sur rien».

A propos de la régionalisation : *«les régions riches auront une université riche et les régions pauvres, une université pauvre. Pour une métropole comme Bordeaux, par exemple, on a une université de choix et dans une ville périphérique comme Pau, une université poubelle. C'est la même chose que ce qui se fait dans la santé, pour les hôpitaux».*

Les "propositions" du rapport Laurent remettent en cause la relative démocratisation des études qui existe en France. Ce n'est pas la première tentative de ce genre : *«dans ce rapport on retrouve des points similaires à la réforme Jospin qui, en 1991, avait mobilisé les étudiants et qui avait été retirée».* Tout porte à croire que le nouveau gouvernement sera amené à poursuivre dans la même voie, ce qui laisse présager d'autres mobilisations à l'avenir, mais commençons par le début.

La lutte démarre dans les IUT

Les IUT sont des écoles supérieures qui permettent d'obtenir un diplôme professionnel en deux ans (on devient ingénieur, animateur ou journaliste avec une formation courte...). Depuis quelques années, ces formations sont de plus en plus détournées de leur but. Essayons de comprendre pourquoi :

«Normalement quand tu entres à la fac, tu dois faire deux années d'études pour avoir le DEUG (diplôme d'études universitaires générales) et ensuite tu passes en licence. Quand tu as ton diplôme d'IUT, ça te permet d'entrer à

la fac, en licence directement. Actuellement 60% des gens des IUT utilisent la passerelle. C'est une déviation par rapport à l'objectif premier qui est due à un fait tout simple : l'avantage de l'IUT par rapport à la fac, c'est qu'il y a un nombre d'heures de cours plus important. Tu passes plus d'heures avec les profs et en un nombre plus réduit d'étudiants. C'est une méthode de travail qui ressemble à celle du lycée, les classes ne sont pas surchargées, parce qu'il y a des quotas d'entrées. Dans les IUT en science, à Pau, il y a un ordinateur pour deux, alors qu'à la fac, il y en a un pour dix. Pour les cours magistraux, ils sont une centaine dans un auditoire de cent vingt places. A la fac dans un amphi de 250, on est 300 ou 350. Le taux d'échec est de 20% en IUT, alors qu'en fac, 20% c'est le taux de réussite !» Une autre raison, c'est que les IUT sont beaucoup plus implantés dans les petites villes de province. *«Au niveau coût des études, si tu as un IUT jusqu'à côté de chez toi, pour les parents c'est beaucoup plus facile d'y envoyer le fils ou la fille, en se disant qu'en cas de réussite, il sera toujours possible d'aller plus loin... Par exemple, tu habites à Bayonne, tu n'as pas de fac à Bayonne, mais il y a des IUT, alors que si tu veux aller à l'université, il faut aller à Bordeaux ou à Pau».*

En 1994, c'était le CIP

La mobilisation contre la circulaire Bardet a été brève et victorieuse, comme l'année dernière, la lutte contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP), rappelons brièvement de quoi il s'agissait.

Prenant pour prétexte la lutte contre le chômage, le CIP instaurait un salaire inférieur au salaire minimum pour les moins de 25 ans. *«...il s'agissait d'un sous-salaire pour des gens qui ont fait des études. Il est logique qu'ils ne l'acceptent pas. [Étudier] c'est une course d'obstacles, ça les gens le savent, il l'acceptent à la limite... Pour ceux qui vont travailler à fond leurs études, qui ne vont penser qu'à ça, qui vont essayer... on propose au bout du compte, d'avoir un sous-salaire. Ceux qui jouent le jeu... (il y en a plein qui espèrent, qui s'identifient à ça) ne peuvent pas accepter... Jusqu'à ce jour, en France, l'étude c'est le mérite. Tu as étudié, et donc au bout du compte tu as ton diplôme, tu as ton salaire... Tout ça, c'est le seul truc qui peut faire tenir les gens et l'université en fin de compte. Et cela on te le fait disparaître du jour au lendemain. On te dit, tu auras beau avoir fait tout ça, pourtant on va te sous-payer.*

Comment les gens peuvent-ils réagir ? Ils se révoltent. La révolte du CIP, c'est ça. Ça été profond parce que c'est du mépris. On a aucun espoir, c'est le chômage... et même si je me bats ce ne sera pas le chômage, mais un sous-salaire et jusqu'à quand ? Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est une révolte quoi !»

Il y a dix ans, les Travaux d'utilité collective (TUC) avaient été instaurés sans entraîner une mobilisation comme celle du CIP. *«Les TUC étaient déjà liés au problème du chômage. Il s'agissait d'une possibilité pour les jeunes d'avoir un emploi, souvent proposé par les collectivités locales, du type stage bidon, payé très chichement. C'était le RMI des jeunes, si l'on veut».* Les mesures concrètes ne suffisent donc pas à expliquer ce qui s'est produit depuis l'an passé.

Nos compagnons considèrent que les dernières mobilisations sont révélatrices d'un nouvel état d'esprit. C'est un ras-le-bol général qui s'exprime : *«tu ne peux pas échapper au fait qu'il y a le sang contaminé, les scandales politiques... les jeunes le vivent autant que n'importe qui, non ? Il y a ce contexte politique général, celui d'une une angoisse très forte... Ce qui est positif, quand il y a un mouvement comme ça, c'est que l'angoisse est dépassée. Ensuite, ça peut devenir constructif ou pas... il ne s'agit pas de mouvements qui veulent changer la société. C'est quand même basé sur [la défense] des diplômes, ce qui gêne certains copains. Mais nous, on n'a pas dit qu'on défendait les diplômes...*

Pour les CIP, c'était un truc de dignité surtout. Je crois que c'était le plus important... Ce qui se passe maintenant, ce n'est pas seulement les mesures précises qui sont prises dans les facs, c'est que, depuis le CIP, les gens n'ont plus confiance. Ils pensent qu'on va leur refaire le même coup d'une autre manière, ils sont toujours sur leur garde. Ils sont hyper méfiants, ils ont toujours ça dans la tête...»

Cette nouvelle radicalité s'exprime dans les formes que prennent les mobilisations. Déjà lors des manifestations contre le CIP : *«la détermination des manifestants était incroyable, ils couraient presque... Rien à voir avec les manifs traîne-savates de la CGT».* La lutte de ce printemps à Pau a été, de ce point de vue, particulièrement significative, en voici brièvement une chronologie.

Les étudiants de Pau

A Pau les IUT étaient en grève depuis deux ou trois jours contre la circulaire Bardet quand, le mardi 7 février, une intersyndicale, constituée par des syndicats de professeurs, du personnel de l'université et des syndicats d'étudiants, a appelé à une journée "fac morte" en riposte au rapport Laurent et à la circulaire Bardet. Bien que le conseil d'administration de l'université et les élus étudiants aient voté contre cette action, les participants sont nombreux : 800 personnes à l'assemblée générale (AG) le matin et 4'000 personnes lors de la manifestation de l'après-midi. Dès la première AG, la Coordination libertaire étudiante (CLE-CNT) demande que les organisations présentes retirent leur "sigle" et que le mouvement se poursuive suivant le principe de l'AG souveraine, ce qui est accepté. Ce principe s'est maintenu tout au long du mouvement *«parce qu'il y a eu un travail en amont. Il y avait un noyau dur de gens qui avaient déjà fonctionné en AG et qui n'auraient pas accepté de fonctionner autrement».*

L'activisme d'un grand nombre d'étudiants fut l'une des caractéristiques de cette lutte. Un cénetiste souligne combien il était impression-

né, chaque fois qu'il se rendait à la fac, de voir qu'il y avait toujours beaucoup de monde en train de s'activer; des gens faisaient des panneaux d'information, photocopiaient les articles des journaux, réalisaient des tracts, plusieurs centaines d'étudiants et d'étudiantes étaient actifs en permanence...

Au surlendemain de la première journée d'action, ce ne sont pas moins de 500 étudiants qui se sont présentés en portant des autocollants, sur lesquels on pouvait lire «étudiant(e) en grève», pour accueillir les lycéens venus de tout le département à la traditionnelle «journée portes ouvertes» de l'université. Cette action fut pour beaucoup dans le succès de la monstre manifestation du jeudi 17 février à laquelle près de 10'000 personnes ont participé, du jamais vu à Pau, en tout cas depuis mai 68.

Le mouvement s'est ensuite poursuivi, malgré la coupure d'une semaine de vacances. Il va durer un mois et demi, dont un mois de grève. Voyons maintenant quelques-uns des problèmes qui se sont présentés.

Les profs et l'administration

Les premiers jours, certains professeurs ont trouvé le mouvement plutôt sympathique et l'ont même appuyé *«mais quand le mouvement a commencé à durer, ces gens-là ont dit : ça suffit»*.

C'est au cours de la lutte que les étudiants vont prendre conscience du rôle joué par l'administration de l'université. Au départ, ils ne voulaient pas croire que celle-ci était contre eux. *«Au début on est allé en délégation demander au président de l'université de fermer la fac. Les étudiants pensaient, en majorité, que le président de l'université et les profs avaient le même problème que nous, et qu'ils allaient nous soutenir. Ça a été une grande désillusion pour eux... l'administration a joué un rôle néfaste, elle a essayé de nous casser»*. Un exemple : le même conseil d'administration qui avait refusé la première journée «fac morte» en a organisée une autre, la semaine suivante. *«L'objectif de cette journée, dite "de discussion", était de convaincre les étudiants de reprendre les cours. Il y a eu une circulaire qui demandait aux profs de faire ça, qui a été interceptée par un gréviste...»*

Nos compagnons expliquent de différentes manières l'attitude adoptée par les professeurs et l'administration. La revendication qui exigeait que les heures supplémentaires soient remplacées par la création de nouveaux postes d'enseignants heurtait directement certains professeurs. *«Il y a des profs qui au lieu de huit heures de cours en donnent seize, ce qui signifie qu'ils font moins recherche, mais ainsi qu'au lieu de 16'000 francs, ils en gagnent 26'000...»*. Mais la principale raison, c'est que ce mouvement, en s'adressant directement au ministre, usurpait le pouvoir des profs, surtout de ceux qui (doyens, président) ont des responsabilités. *«Les profs sont des gestionnaires, il ne vont pas se retourner contre l'État, puisqu'ils en font partie. Le président de l'université, c'est un prof (...). Les profs présentent souvent l'université comme une bulle close. Le président considère que l'université est un petit pays et que c'est lui qui le gouverne. C'est gens-là ne peuvent pas supporter les mouvements de grève parce que, normalement, ce sont eux qui négocient avec le pouvoir les moyens mis à disposition de l'université. Quand il y a un mouvement de grève, on négocie nous-mêmes, sans passer par eux, on les court-circuite.*

Il faut bien comprendre que les profs ont deux rôles : le rôle dit pédagogique et de chercheur et le rôle administratif. Avec le système soi-disant démocratique qui s'est instauré après 68, les profs gèrent eux-mêmes leur département et la fac. Les profs font les programmes, les cours, ils dirigent les commissions dans lesquelles on repêche, soi-disant, certaines personnes en échec après les examens. Si ces gens-là voulaient vraiment bien gérer l'université, il serait logique qu'ils soient avec les mouvements de grève, parce que ceux-ci demandent plus de moyens pour l'université. Mais les profs — nous avons beaucoup d'exemples à Pau — s'opposent aux mouvements de grève... Les profs qui sont élus dans des postes de responsabilité au sein de l'université, ce qu'ils recherchent, ce n'est pas cette responsabilité, mais le pouvoir que ces postes donnent... c'est ignoble les jeux de pouvoir au sein des profs. [De plus] le fait d'intéresser les profs au pouvoir ça les implique dans le processus de sélection. Car si tu n'as pas de moyens et que tu dois gérer, il faut bien trouver des solutions... Si tu ne veux pas donner des cours à 300 personnes en seconde année, parce qu'au niveau matériel tu ne peux pas l'assumer, il y a une solution qui est simple : en première année tu saques ! Et en plus, tu as la mentalité universitaire qui dit que, quand on a des diplômes, on est intelligent... tout le monde ne peut pas les avoir...»

L'attitude de l'administration relance la grève

A plusieurs occasions l'hostilité de l'administration a exacerbé le conflit : lorsque les profs ont organisé la journée «de discussion» pour

dissuader les étudiants de poursuivre la grève, ou lorsque qu'il y a eu des menaces individuelles vis-à-vis de certains étudiants, le mouvement est reparti de plus belle, par solidarité. L'affaire du piquet de grève illustre ce phénomène.

Malgré la grève, certains profs donnaient leurs cours, même devant trois personnes, ce qui, dans la perspective des examens, pénalisait les grévistes. Il fut donc décidé d'organiser un piquet de grève. Celui-ci devait être reconduit le lendemain en AG. C'est alors que les profs de droit demandèrent à leurs étudiants non grévistes de se rendre à l'AG pour s'y opposer. *«Lors de cette AG de 6'000 personnes, le piquet de grève a été refusé. Il y a eu 3'500 contre, 500 indécis et le reste, environ 2'000, pour. Par contre, parmi les gens qui étaient contre le piquet de grève ou qui s'étaient abstenus, la grève a été revotée, et on s'est retrouvé avec 4'000 grévistes (...). Il faut s'imaginer 6'000 personnes sur la pelouse, qui se déplacent d'un côté ou de l'autre, suivant s'ils sont pour ou contre le piquet de grève et de les voir ensuite se rassembler à 4'000 pour poursuivre la grève. C'est impressionnant...»*

Lors de la dernière AG avant les vacances, les étudiants ont commencé à se demander quels moyens ils pourraient utiliser pour faire pression sur le gouvernement. L'université n'étant pas un centre économique vital, leur grève, dans le fond, ne dérangeait personne. A la rentrée, il était clair que le gouvernement allait jouer sur l'essoufflement du mouvement. Alors les étudiants décidèrent d'intervenir à des endroits où ça allait déranger. *«En AG, le principe des actions dites "coup de poing" a été adopté».*

«Il fallait aussi que le mouvement bouge. Quand il ne se passe rien, il y a du flottement. Il fallait occuper les gens. Un mouvement doit toujours être dynamique. Le mieux c'était de trouver des choses intelligentes qui servent le mouvement...» «Surtout il fallait attaquer là où ça fait mal La première opération ça a été la gare, puis l'autoroute et ensuite le tribunal administratif et le centre de tri PTT. L'aéroport un peu plus tard, comme la Chambre de commerce et d'industrie et encore une fois la gare... Entre 500 et 2'000 personnes participaient à ces actions. Chaque fois, sur place on nous demandait : qu'est que vous nous voulez ? Et nous on répondait : on ne veut rien de vous, on a rien contre vous, on est là pour bloquer un centre économique».

Les actions "coup de poing"

Nos compagnons ont bien voulu nous décrire comment ces actions se sont passées concrètement. *«Comme il y avait des RG [policiers des renseignements généraux] dans les assemblées, et qu'il y avait déjà eu des pressions policières, l'action "coup de poing" était proposée par quelqu'un en fin d'AG; si elle était votée majoritairement, on y partait tout de suite. Tous ceux qui le pouvaient y allaient en voiture, les autres suivaient à pieds. Comme ça, on arrivaient avant les CRS sur les lieux qu'on avait décidé d'occuper. Il y a aussi des choses intéressantes qui spontanément se sont faites, comme de faire courir le bruit qu'on allait aux impôts, qu'on allait ailleurs...*

Donc la première fois, ça a été la gare : 2'000 à la gare. Ça s'est fait avec le consentement et l'aide des cheminots qui nous ont prêté des micros... on a bloqué trois trains dont le TGV. Ça a duré suffisamment longtemps pour qu'il faille réorganiser tout le trafic qui passait par Pau. L'action suivante, ça a été l'autoroute. On a fait passer gratuitement les gens au péage.

Un matin on a occupé le tribunal administratif. Ensuite, on a été au centre de tri. Comme ils ne s'y attendaient vraiment pas, les CRS ont mis longtemps à arriver... Là on a trouvé des gens vraiment ouverts à nos revendications, qui nous ont montré quels étaient les endroits où l'on pouvait stopper les trieuses automatiques qui trient 30'000 lettres à l'heure (et qui remplacent les travailleurs...). Ils ont même été jusqu'à dire au directeur des PTT que si les CRS intervenaient dans le centre de tri, ils feraient une assemblée générale pour discuter et se mettraient entre nous et les CRS. Ça c'est quelque chose à quoi on ne s'attendait pas».

A propos de l'aéroport, où le trafic a été interrompu par des étudiants qui n'ont pas hésité à aller sur les pistes alors que des avions étaient en train d'atterrir, nos compagnons nous ont raconté une anecdote assez drôle : *«le hasard a voulu que le président de l'université veuille justement prendre l'avion ce jour-là. Et bien il a été traumatisé, le pauvre, parce qu'il n'a pas pu le prendre...»* Il était dans un bus qui devait rejoindre un avion à Tarbes pour Paris, lorsque les étudiants l'ont reconnu et l'ont fait descendre. *«Dans le bus les gens gueulaient, parce qu'en attendant, le bus ne partait pas. On a dit qu'on voulait*

juste l'interviewer et lui faire part de nos revendications...» Mais les autres voyageurs n'ont pas été solidaires et le bus est parti sans lui *«...ce jour-là, on a obtenu un local pour le mouvement de grève avec fax et téléphone... qu'on a eu le lendemain»*.

En AG, il avait décidé d'éviter l'affrontement avec les CRS, donc lorsqu'il y avait des sommations, les étudiants quittaient les lieux occupés et *«200 à 300 agités»* terminaient la journée par des *«actions escargot en ville... là les CRS ne pouvaient rien faire, ils ne pouvaient pas charger contre des bagnoles...»*

Éviter la répression

Tant vis-à-vis des CRS que par rapport à l'administration, les étudiants ont essayé de se prémunir contre la répression. Des mesures comme celles d'exiger que les journalistes ne filment jamais les orateurs de face durant les assemblées ont été prises.

Dans le feu de l'action, il est parfois arrivé que des profs se retrouvent sans porte de sortie et blessés dans leur amour propre. Nos compagnons considèrent que cela a été une erreur, car l'université étant le règne de l'arbitraire, il est très facile de sanctionner un étudiant aux examens. *«Le mouvement ne dure pas toute l'année... l'administration, si tu la déculottes une fois, il faut être sûr de pouvoir la supprimer définitivement»*.

A la faculté d'histoire, pour éviter ce type de répression, les étudiants ont exigé la mise en place d'un système qui permet d'assurer l'anonymat des copies d'examens. Pour cela, ils ont exigé que le décachetage des copies se fassent en présence des étudiants. Les profs, pour essayer de marginaliser la CLE-CNT dans cette section ou elle est particulièrement présente, ont dit : *«on va faire élire des délégués qui assisteront au décachetage des copies»*. Il y a eu une assemblée des grévistes d'histoire et de géographie sur ce thème. Le doyen d'histoire, qui est venu discuter devant l'AG, a dit aux copains de la CNT : *«vous êtes contre parce que vous ne vous présentez pas aux élections...»* Et bien malgré tout, l'AG a décidé de pas élire de délégué et a exigé que n'importe quel étudiant puisse assister au décachetage des copies. Cette revendication a été acceptée et sera dans le règlement des prochains examens.

Les mensonges de la presse

Les mobilisations de Pau sont passées pratiquement inaperçues dans les médias (TV, presse nationale...). En ce qui concerne la presse régionale, les étudiants ont fait l'expérience des mensonges de la presse. Au début, dans les AG, de nombreux étudiants insistaient pour informer la presse. Ils étaient peu sensibles aux arguments des anarcho-syndicalistes qui affirmaient *«que les journalistes subissent des pression et ne font pas leur travail»*. Pourtant, au fil des semaines, une prise de conscience s'est faite sur le rôle de la presse.

Pendant trois semaines, le journaliste de "La République du sud-ouest" a annoncé : *«demain c'est la fin du mouvement»*. Lorsque 2'000 personnes ont occupé la gare un journaliste a déclaré sur "France inter"

qu'il s'agissait de quelques centaines de manifestants.

«Quand on a été 10'000 à Pau à manifester, les journaux ont fait comme si c'était anecdotique... Alors les gens se sont rendus compte que la presse n'était pas avec nous et ils ont réagit, des gens qui n'ont jamais milité». Il y a des étudiants qui ont téléphoné à "France info" à qui on a répondu *«on ne parle plus de vous, parce qu'il y a eu trop de pressions»*.

Des journalistes ont aussi essayé de dénigrer la CNT en publiant des articles où l'on pouvait lire *«l'université mise sous CLE, les anarchistes de la CNT dirigent le mouvement»*, pourtant les anarcho-syndicalistes n'ont pas été marginalisés, cela n'a pas développé de méfiance à leur égard. *«Il a même fallu protéger ce journaliste, quand il est revenu à la fac, pour qu'il ne soit pas lynché par des grévistes. Parce que les gens savaient bien que nous ne manipulions pas»*.

La palme de la désinformation revient à "La Dépêche du Midi". Lorsque Baladur est allé faire son discours électoral à Toulouse, les étudiants de Pau ont profité de l'occasion pour aller manifester contre le premier ministre : *«...on a foutu un bordel terrible. Le lendemain ce journal annonçait que le meeting avait été un succès et que les ovations de l'intérieur avait été reprises par des étudiants à l'extérieur, mécontents de ne pas avoir pu entrer pour y assister. C'est-à-dire qu'ils nous ont fait passer pour des supporters de Baladur... Finalement les gens ont été tellement dégoûtés que quand quelqu'un disait encore en AG : "il faut avertir la presse", les gens se levaient (pas des militants de la CNT) et déclaraient "il y en a marre de la presse, on sait ce qu'elle vaut..."»*

Un certain nombre d'étudiants ont également découvert les méthodes de travail de la presse lorsqu'ils sont allés à Auch, une petite ville où des militants du Front national (dont le gendre de Le Pen) avaient violemment tabassé des lycéens qui manifestaient contre le rapport Laurent. En lisant le journal, dans l'autocar qui les y menait, les étudiants ont pu lire le compte-rendu déjà publié de la manifestation à laquelle ils se rendaient...

La fin du mouvement

L'objectif des étudiants de Pau était de développer un mouvement national des universités contre le rapport Laurent. Cette tentative s'est soldée par un échec relatif. Voyons pourquoi. Nous avons déjà parlé du rôle joué par la presse, à celui-ci il faut ajouter l'attitude des syndicats étudiants.

En France, le syndicalisme étudiant est surtout le fait de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), elle-même divisée en deux organisations : l'UNEF-ID (indépendante et démocratique, de tendance socialiste) et l'UNEF-SE (solidarité, égalité, de tendance communiste). A Pau, l'UNEF-ID était la seule présente. Dès le départ, elle s'est trouvée en porte-à-faux par rapport au mouvement. Il faut préciser que le syndicalisme des UNEF est principalement électoral. On entend surtout parler d'eux quand il s'agit d'élire des délégués aux commissions paritaires. Déjà au tout début du mouvement, lors de la journée «portes ouvertes» pour les lycéens, les militants de l'UNEF-ID se sont mis à distribuer leur propre tract en même temps que celui du mouvement. Les autres grévistes les ont rapidement rappelés à l'ordre — décision ayant été prise de retirer les "sigles" — en exigeant le retrait de leur stand.

Ne parvenant pas à maîtriser le mouvement de grève *«les membres de l'UNEF-ID ont bloqué l'information là où ils pouvaient la transmettre. On a eu des preuves avec Caen et Paris. Il était très difficile de contacter les autres facs. Un mouvement qui fonctionne en AG ne remplace pas une structure syndicale permanente. C'est bien joli de faire grève à Pau, mais comment contacter les autres facs ? A quelle adresse ? L'administration ? A la fin on a interrompu le mouvement de grève, mais on poursuivait les actions "coup de poing" et les AG, le soir après les cours. On voulait lancer un mouvement national. A Toulouse, ce n'est pas tellement pour Baladur qu'on a été, mais pour contacter les étudiants toulousains... Le mouvement de grève a lancé un appel pour une manif nationale le 21 mars. Pendant une semaine, on a tenté de contacter les autres facs. On a eu des contacts avec Rennes où il y avait aussi une importante lutte des étudiants. Ils sont même venus à Pau participer à une AG pour voir comment on fonctionnait. Nous avons décidé avec eux que s'il y avait un mouvement national, ce serait avec des délégués mandatés et révocables aux appels des AG et non des syndicats. Ça aussi, ça a bloqué l'UNEF-ID et l'UNEF-SE qui n'ont pas fait de travail d'information... A Caen, ils n'ont pas transmis l'info, ce qui a été dénoncé en AG par nos copains de la CNT (...). On a donc essayé de faire une manif nationale le 21 mars. Le problème c'est que ce jour-là, il n'y a eu que Caen, Rennes et Pau qui ont réellement été en grève»*.

Ce 21 mars, à Pau, près de 4'000 personnes manifestent encore dans la rue. C'est ce qui fait dire à nos compagnons que le mouvement ne s'est pas terminé par une démobilisation. Lorsque le 22 mars (une date !) l'AG décide d'interrompre le mouvement, elle parvient encore à mobiliser 1'500 personnes en une demi-heure pour manifester devant le siège du Front national de Pau, en riposte aux événements de Auch, afin de *«montrer aux fascistes que ce n'est pas parce qu'ils essaient de faire*

peur dans la rue, qu'on cessera d'y aller et que s'il faut s'affronter à eux, il y aura des gens pour le faire».

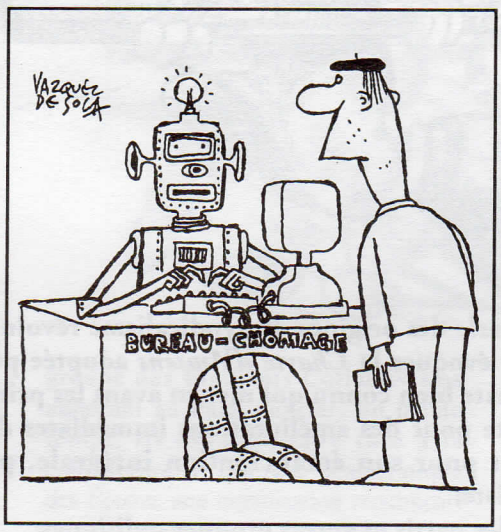
Anarcho-syndicalisme et mouvement étudiant

Dans l'idée qu'on se fait habituellement de l'anarcho-syndicalisme, l'université ne constitue pas un terrain d'intervention privilégié, ce serait plutôt le contraire : il existe une certaine méfiance vis-à-vis des élites que sont supposées être les étudiants. Nous avons deman-dé à nos compagnons pourquoi ils avaient choisi d'intervenir dans ce secteur.

«Ce n'est pas un choix... il se trouve que c'est comme ça. Ce n'est pas parce qu'on se dit que dans les entreprise c'est difficile, qu'il y a de la répression et que les gens ne se mobilisent pas... c'est vrai, mais ça peut tout aussi bien être faux demain...»

D'autre part, la mentalité élitiste est en perte de vitesse en milieu étudiant. *«On voit les étudiants (et toute la société) plus touchés maintenant par les sans domicile fixe (SDF). Pourquoi ne dit-on plus qu'ils sont SDF parce qu'ils sont alcooliques, mais l'inverse... le type est alcoolo parce qu'il est SDF. Pourquoi voit-on dans les quartiers des gens qui leur apportent de la nourriture ? Pourquoi ce changement ? C'est parce qu'il y en a beaucoup plus et parce qu'on se rend compte que ça va vite de devenir SDF. Toutes les familles françaises ont parmi elles un chômeur ou en connaissent un...»* Un exemple concret de solidarité : les étudiants des beaux arts de Pau sont allé décorer une ancienne maternité squattée par des SDF.

Cette solidarité, ce refus de l'élitisme, du corporatisme s'est vérifié dans les revendications que les étudiants ont mises en avant durant leur lutte. Ils ont exigé l'abrogation de la loi Marchand (du nom d'un ancien ministre socialiste) qui interdit aux étudiants étrangers d'échouer aux examens sous peine de reconduite à la frontière. Ils ont demandé que les chômeurs qui s'inscrivent à l'université puissent continuer à toucher leurs allocations chômage et ont revendiqué des emplois fixes pour les travailleurs précaires de l'université qui sont soumis au "contrat emploi solidarité" (CES). Les CES sont des emplois à mi-temps, payés au salaire minimum, qui sont proposés aux chômeurs de longue durée. Ceux-ci sont engagés pour deux ans *«après on les fout à la porte et on en prend d'autres. Toutes les universités de France fonctionnent avec des CES à la place des personnels IATOS, qui eux doivent être payés normalement. Les étudiants ont demandé que les CES soient transformés en IATOS. L'argument des étudiants c'était "maintenant on demande des CES à bac+5", ça devient le salaire normal, et ça les gens n'en veulent pas (...). Ces mêmes revendications ont aussi été avancées lors des dernières luttes à Caen et à Rennes (...) elles apparaissent parce que les étudiants ne sont plus dans un milieu clos. Quand on est étudiant, on est aussi dans la société».*



Par ailleurs, ces revendications témoignent d'un phénomène qui touche de plus en plus de monde en France et qui ouvre de nouvelles perspectives pour le syndicalisme non corporatiste — basé tout autant sur les régions que sur les secteurs économiques — que les anarcho-syndicalistes essaient de développer actuellement. Il s'agit de l'apparition d'une sorte de circuit "chômage, petits boulots, formation..."

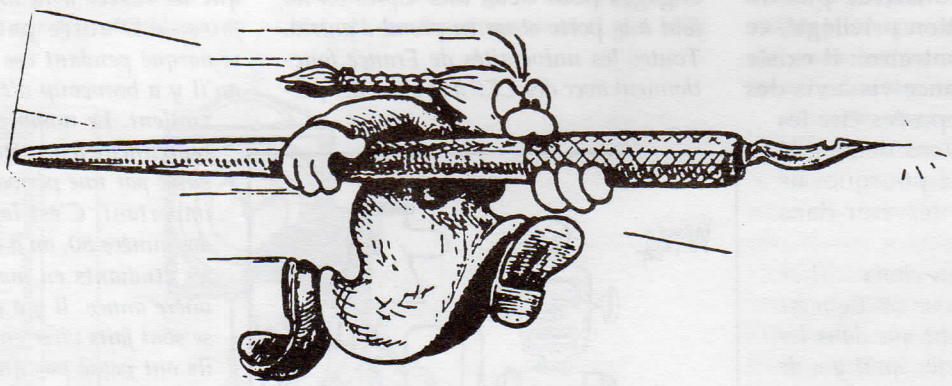
En France, le problème du chômage (il y a trois millions de chômeurs et des millions de personnes sont en "pré-stage", en CES, ou font du travail temporaire...) est de plus en plus en relation avec celui des études. *«Dans les familles, sûrement plus dans les familles ouvrières, on se dit : dans cette situation que faire ? Et bien, c'est quand même mieux d'étudier, que de rester à la maison à ne rien faire...»* D'autre part, *«à Pau, on a remarqué pendant ces dernières grèves qu'il y a beaucoup d'étudiants qui travaillent. Le nombre d'étudiants qui reprennent leurs études, après avoir passé par une période de chômage est important. C'est logique. Au début des années 80, on a commencé à virer les étudiants en masse après la première année. Il y a des étudiants qui se sont faits virer en 82, par exemple, ils ont passé par quelques années de chômage, de petits boulots, et maintenant ils reprennent des études en espérant ainsi avoir un vrai travail. C'est des gens qui ont déjà eu une désillusion, et maintenant on leur dit qu'il n'y aura pas d'avenir après, alors ils ne voient pas comment s'en sortir».*

Parce qu'ils vivent l'arbitraire de la sélection, parce qu'ils sont confrontés au chômage, parce que malgré leurs diplômes on leur propose des emplois précaires et mal payés, les étudiants sont peut-être plus que d'autres portés à remettre en cause l'idéologie méritocratique, les mythes et les croyances qui justifient les inégalités. *«Les étudiants sont les plus touchés par la désillusion par rapport à ce système. Ils sont confrontés à l'échec, à la négation des valeurs qui, depuis des années, étaient imbriquées dans la société française... Car il n'est plus vrai maintenant que si tu étudies, tu vas trouver un emploi, et bien payé. L'un des derniers arguments qui justifie la hiérarchie salariale, la "réussite" dans la société est en train de tomber».*

❐

QUAND DES ÉTUDIANTS "INVENTAIENT" LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Par Ariane



LORSQUE l'on parle des origines du syndicalisme révolutionnaire, on commence d'habitude par évoquer la *Charte d'Amiens* adoptée par le congrès de la CGT en 1906. Un texte bien connu qui met en avant les principes de cette doctrine :
— le syndicalisme lutte pour des améliorations immédiates de la condition ouvrière, par l'action directe et pour son émancipation intégrale, par la grève générale et l'expropriation capitaliste;
— il est indépendant des partis et autres groupes politiques;
— les syndicats sont des groupements de résistance qui constituent aussi une base, un modèle, pour la société autogérée de l'avenir.
Une recherche un peu approfondie permet assez facilement de découvrir que le syndicalisme révolutionnaire, comme doctrine et comme mouvement, n'est pas né par génération spontanée dans un congrès ouvrier. Il est le fruit d'une longue maturation dont les précurseurs furent souvent des militants anarchistes. Parmi ceux-ci, certains sont peu connus : Joseph Tortelier, par exemple, l'infatigable propagandiste de la grève générale; d'autres comme Fernand Pelloutier ou Emile Pouget le sont nettement plus.
Par contre, on ignore généralement que dans la dernière décade du 19ème siècle, un groupe d'étudiants parisiens a joué un rôle de premier ordre dans la réflexion et l'élaboration de ce constitue, aujourd'hui encore, l'une de nos références privilégiée.
Les Étudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes (ESRI) ont été évoqués par Jean Maitron, l'auteur du *Mouvement anarchiste en France*[1] dans un texte assez ancien[2] qui constitue la principale source d'inspiration de cet article.

Jean Maitron divise la vie des ESRI en deux périodes, celle du «pluralisme socialiste» entre 1891 et 1893 et celle de l'anarchisme qui va de 1894 à 1903.

A l'origine, le groupe ESRI a été créé par des étudiants laïques et progressistes qui étaient opposés au Cercle des étudiants catholiques ainsi qu'à l'Association générale des étudiants dont ils condamnaient le corporatisme. L'un des fondateurs des ESRI déclarait notamment «il faut créer l'Association socialiste des étudiants, qui, à l'inverse de l'Association générale, (...) au lieu de ne s'occuper que de ses propres intérêts, ne cherchera qu'à venir en aide aux malheureux opprimés, victimes du régime social actuel...»

Pour comprendre cette histoire, il faut s'imaginer ce que pouvait être Paris, vingt ans après l'écrasement la Commune. Le mouvement ouvrier commençait à renaître, les socialistes étaient divisés en plusieurs tendances : blanquistes guedistes, possibilistes..., c'était aussi l'époque de Ravachol et des attentats anarchistes.

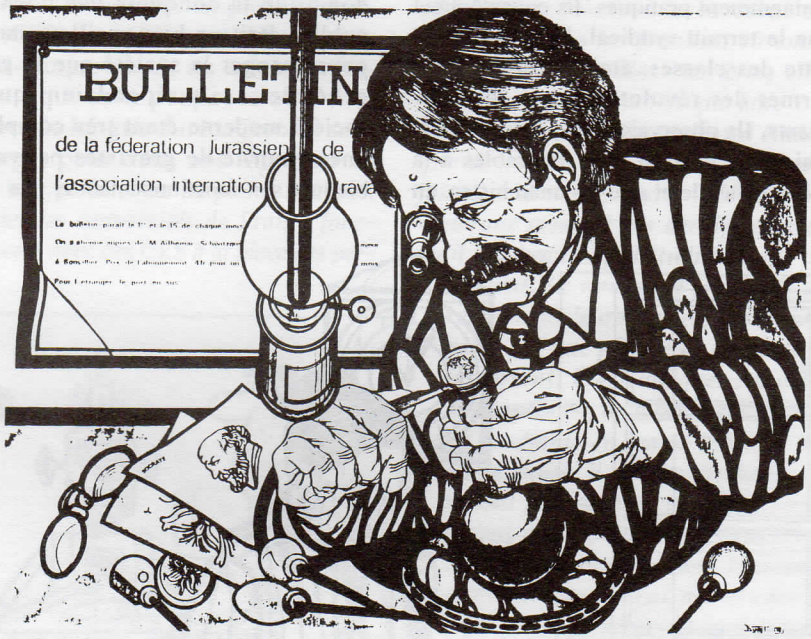
Dans cette ambiance fébrile, ces jeunes gens et jeunes filles[3] étaient préoccupés par les problèmes sociaux et s'intéressaient à tout ce qui touchait aux théories socialistes, notamment au marxisme. Selon les souvenirs de Marc Pierrot[4], l'un des membres fondateurs, les ESRI se livrèrent à une «revue rapide» des systèmes socialistes antérieurs et à une «étude longue et précise» du *Capital* de Marx.

Pendant la première période (celle du pluralisme socialiste) la principale activité des ESRI fut l'organisation de conférences hebdomadaires. Celles-ci étaient données par les membres du groupe ou par des personnalités invitées. Voici quelques sujets traités en juillet-août 1892 :

— la plus-value
— les accidents du travail
— l'évolution
— l'enfant dans l'industrie
— l'accumulation primitive
— la condition de la femme selon Engels...

En 1893-94, une fois par mois, les ESRI mirent sur pied des conférences avec tout ce que le mouvement socialiste au sens large comptait de personnalités : Jean Allemane, Paul Brousse, Jules Guesde, Jean Jaurès, Elysée Reclus, Edouard Vaillant... entre autres se prêtèrent à l'exercice. Ces conférences étaient publiques et réunissaient dans les 500 personnes.

En 1893, les ESRI étaient victime d'une scission dont les membres, des partisans de Jules Guesde, fondèrent le groupe des Étudiants Collectivistes adhérant au Parti ouvrier. En même temps, ils devaient faire face à la concurrence de la Ligue démocratique des Écoles, une organisation républicaine qui évoluait vers le socialisme.



Progressivement abandonnés par les étudiants des autres tendances (allemanistes ou blanquistes) les ESRI devinrent de plus en plus anarchistes. En 1897, ils publièrent une déclaration dans ce sens où il signalaient que le groupe ne s'était pas fait représenter au Congrès socialiste international de Londres (1896) pour protester «contre l'exclusion systématique des socialistes anarchistes»; qu'il «n'adhère à aucun parti»; qu'il «n'a pas de statuts» et que «ses tendances sont indiquées par les brochures qu'il publie régulièrement». L'élaboration collective de ces brochures allait devenir la principale activité des ESRI. Les sujets traités témoignent de l'évolution libertaire et l'intérêt croissant pour le syndicalisme. En 1894, il publièrent *Le socialisme et les étudiants*, en 1895 *Pourquoi nous sommes internationalistes*, en 1896 *Les révolutionnaires au Congrès de Londres* ainsi que *Réformes ou révolution, Les anarchistes et les syndicats* en 1898, *La grève générale* en 1901...

Un autre élément qui met en évidence le rôle joué par les ESRI dans l'élaboration et la diffusion du syndicalisme révolutionnaire est la participation de militants syndicalistes à leurs réunions. Marc Pierrot a précisé : «L'étude du mouvement ouvrier avait détourné le groupe, à partir de 1896, de la jeunesse des Écoles. Il appelait les travailleurs à ses discussion, et c'est ainsi que Delesalle et d'autres nous apportèrent leur collaboration». Précisons que le groupe connaissait Paul Delesalle[5] depuis 1892. Parmi les personnalités qui se formèrent au sein des ESRI, il faut aussi citer Pierre Monatte[6] qui fut le dernier secrétaire du groupe en 1903.

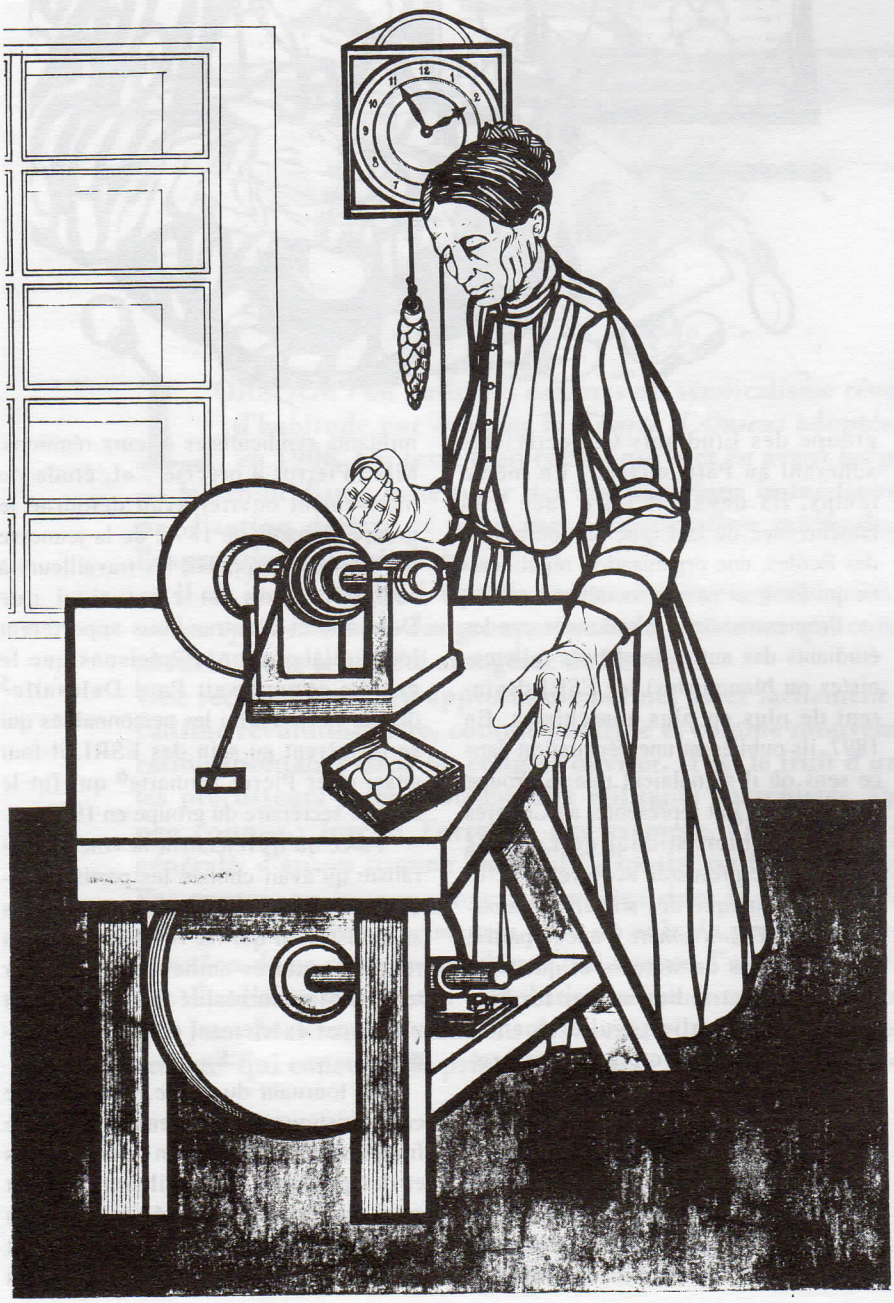
Parce qu'ils rejetaient la voie électoraliste qu'avait choisie les partis socialistes, les ESRI s'étaient rapprochés des anarchistes en qui ils voyaient les seuls révolutionnaires authentiques de leur temps. Mais la réalité du mouvement n'était pas exactement celle qu'ils espéraient.

Au tournant du siècle, la principale caractéristique du mouvement libertaire français était la dispersion des tendances et des pratiques. Des militants avaient suivi les conseils donnés entre autres par Kropotkine (dès 1891) et militaient au sein du mouvement ouvrier, mais

bien d'autres voies étaient empruntées en vue de "changer la vie". Certains anarchistes préconisaient la création de "milieux libres" et autres colonies libertaires, d'autres pratiquaient la "reprise individuelle", d'autres encore se consacraient à l'éducation en essayant de créer des écoles libertaires...

Les préoccupations des ESRI étaient éminemment pratiques. Ils considéraient que le terrain syndical, le terrain de la lutte des classes, était excellent pour former des révolutionnaires intransigeants. Ils observaient que les syndicats étaient de plus en plus favorables à la grève générale et que les anarchistes, en y entrant, pouvaient accélérer cette évolution. Ils reprochaient à ceux qui se limitaient au groupe d'affinité anarchiste, de ne prêcher qu'à des convaincus.

Aux sociaux-démocrates qui affirmait qu'il était bien plus facile de demander à tous les ouvriers de mettre un bulletin de vote dans une urne que de les convaincre à faire la grève — et donc que la conquête des pouvoirs publics était un bien meilleur moyen pour changer la société que la grève générale — ils répondaient que la société moderne étant très complexe, une minorité de grévistes pouvaient bloquer son fonctionnement et, par effet d'entraînement, rallier les autres travailleurs au mouvement. L'observation de la combativité ouvrière, bien réelle à leur époque, les amenait à croire «à la possibilité d'un changement social immédiat»[7].



En plus de leur intérêt pour le syndicalisme, les ESRI se singularisaient par leur volonté de remédier à l'inorganisation du mouvement anarchiste. Ils souhaitaient la création de «bureaux de correspondance» pour créer une entente durable entre les groupes. Ils critiquaient aussi le fait que les journaux anarchistes soient la propriété de certaines personnalités plutôt que celle du mouvement. Il est assez intéressant de voir les arguments qu'on leur opposait.

Voici la réponse de Jean Grave[8] l'une des personnalités qui tenaient alors le haut du pavé dans le milieu libertaire parisien. Les ESRI «pensent faire le procès des journaux anarchistes, en constatant qu'ils sont aux mains de ceux qui les font (...). En formulant cette critique, nos camarades du groupe des étudiants se montrent ignorants de ce que peut et de ce que doit être un journal pour faire de la bonne besogne, et ils n'oublient qu'une chose, que s'il y a un courant d'idées se dénommant anarchisme, courant qui a, en effet, quelques lignes générales nettement définies quant au but, par contre les façons d'en concevoir la réalisation sont multiples; et la divergence est telle que l'on se traite, plus d'une fois, mutuellement de réactionnaire. Et ces divergences subsisteront toujours assez grandes pour se refuser à toute unification, seront toujours assez contradictoires pour refuser de s'associer à la même œuvre, et, loin de désirer à les voir s'atténuer, nous devons, au contraire, espérer qu'elles évolueront chacune dans leur direction. (...) Une unité de vue est irréalisable; ensuite elle serait funeste, parce que ce serait l'immobilité»[9].

Pourquoi les ESRI ne parvinrent-ils pas à réaliser l'unité des anarchistes ? Pourquoi le syndicalisme révolutionnaire allait-il, quelques années plus tard, s'éloigner du mouvement libertaire, entraînant avec lui bon nombre d'ouvriers anarchistes ?

Les raisons sont multiples et il serait prétentieux de prétendre toutes les évoquer dans un travail aussi court, pourtant on peut essayer d'apporter une

ou deux réponses. D'abord le cas français est particulier. Au début du siècle, on voit se développer en France un syndicalisme révolutionnaire dans une organisation syndicale unitaire : la CGT; cela n'est pas le cas dans les autres pays européens où les syndicats révolutionnaires, qui se constituaient en dehors des syndicats existants, allaient avoir une orientation libertaire nettement plus marquée.

La contradiction entre les ESRI, rejoints par les syndicalistes anarchistes et le reste du mouvement libertaire tient peut-être aussi à l'échec de la "propagande par le fait". Les attentats anarchistes de la période 1893-94 n'avaient pas entraîné le peuple dans la rue, la révolution tant attendue, la "sociale", ne s'était pas produite. Au moment où une nouvelle génération de jeunes les rejoignaient, de nombreux anarchistes avaient cessé de "croire à la sociale". Certains avaient alors choisi de faire leur révolution personnelle, d'où le développement du courant "individualiste", d'autres comme Jean Grave se consacraient à une propagande de type "philosophique" sur le long terme.

A certains égards, les contradictions de cette époque, révélées par la démarche des ESRI, peuvent nous éclairer sur des problèmes qui sont encore actuels, il serait sans doute intéressant que des étudiants d'aujourd'hui y consacrent une étude plus approfondie, même si l'histoire ne se répète pas...

1. *Le mouvement anarchiste en France* (2 volumes) a été réédité en 1992, aux éditions Tel - Gallimard.
2. «Le groupe des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes de Paris (1892-1902). Contribution à la connaissance des origines du syndicalisme révolutionnaire». *Le mouvement social* n°46, janv.-mars 1964.
3. Les étudiantes étaient peu nombreuses aux ESRI. En 1892, elles étaient quatre «russes et sans doute juives»; une Polonaise et une Italienne devaient les rejoindre l'année suivante. L'une d'elles, Maria Isidorovna Goldsmith joua un rôle important dans la deuxième période des ESRI. Docteur ès sciences, amie de Kropotkine, elle collabora par la suite à la presse anarchiste sous les pseudonymes de Maria Corn et d'Isidine.
4. Marc Pierrot (1871-1950) allait devenir médecin et aussi un collaborateur assidu de la presse anarchiste. On trouve de nombreux articles de lui dans *Les Temps nouveaux*. En 1925, il fonda la revue *Plus Loin* qui devait durer jusqu'en 1939. Un certain nombre de ses écrits ont été réunis sous le titre *Quelques études sociales*, Paris, 1970.
5. Paul Delesalle (1870-1948) était ouvrier métallurgiste et militant anarchiste. Il devint secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses du Travail et de la CGT en 1897. Jusqu'en 1908, date à laquelle il se mit à son compte en ouvrant une librairie, il allait prendre une part active à tous les congrès de la CGT, en particulier à celui d'Amiens en 1906. Auteur de plusieurs brochures sur le syndicalisme, on lui doit notamment *Les Bourses du Travail et la CGT*, Paris, Marcel Rivière, 1909.
6. Pierre Monatte (1881-1960) était "pion" dans le Nord avant de descendre à Paris en 1902. En contact avec le mouvement anarchiste, il devint correcteur d'imprimerie en 1904 et cette même année grâce à Emile Pouget, représentant de la bourse du Travail de Bourg-en-Bresse au comité confédéral de la CGT. En 1907, au congrès anarchiste d'Amsterdam, Monatte défendit contre Malatesta, le point de vue selon lequel «le syndicalisme se suffit à lui-même». Son itinéraire politique ultérieur est assez compliqué et mériterait une étude critique approfondie. En résumé, on peut dire que malgré une amitié pour Trotsky et un bref passage au parti communiste en 1923-24, il continua à défendre certaines idées du syndicalisme révolutionnaire. En 1909, il fonda *la Vie ouvrière* et en 1925, *la Révolution prolétarienne*.
7. Ces thèmes sont développés dans le «Rapport sur la grève générale», rédigé par les ESRI en vue du Congrès ouvrier révolutionnaire international de 1900 qui devait avoir lieu à Paris, mais qui fut interdit. Ce texte est paru dans le Supplément littéraire des *Temps nouveaux* du 6 au 12 octobre 1900.
8. Jean Grave (1859-1939) incarne de façon assez typique l'idéologie communiste-libertaire entre 1880 et 1914. Il est l'ami d'Elisée Reclus et de Kropotkine, qu'il connaît depuis 1883, date à laquelle il avait accepté de prendre en charge la publication du *Révolté*. Dès lors et jusqu'à la première guerre mondiale, Jean Grave va effectuer énorme travail de propagande anarchiste. Pendant trente et un ans, il va porter à bout de bras un journal bi-mensuel ou hebdomadaire anarchiste, souvent accompagné d'un supplément littéraire. D'abord le *Révolté*, puis la *Révolte* et enfin les *Temps nouveaux*.
9. *Les Temps Nouveaux*, Supplément littéraire du 13 au 19 octobre1900.

De Moscou à Minsk

Par Rirette et Maître Jean

Nous avons reçu de Rirette et Maître Jean une série de papiers relatant leurs observations et impressions saisonnières depuis l'ex-URSS. En voici quelques extraits. Les sous-titres sont de la rédaction de l'Affranchi.

Impressions d'été

Les mouches, rendues amorphes par la pollution, reviennent avec les premières chaleurs printanières, tout comme cet homme en blouse blanche avec une balance sur un trottoir proposant aux piétons de se peser moyennant finance, peut-être pour avoir une idée du poids de la Russie actuelle. Réapparaissent aussi les téléphones sans fil sur les trottoirs, quoique j'ai vu dans l'obscurité des toilettes, un nouveau russe assis sur le trône avec téléphone à la main et lunettes noires sur le nez. Les affaires sont les affaires. Comme pour ces étudiants sans le sou qui bidouillent les appareils publics pour avoir l'accès international afin de vendre des minutes d'appels moins chères qu'à la poste. Tous les créneaux sont bons; exemple, cette agence de tourisme qui vend des "shop tour", des allers et retours en Turquie pour acheter des cuirs et les revendre à Moscou, avec plusieurs tarifs selon le nombre de kilos que l'on veut ramener; il y a aussi ce magasin "Maison de l'écologie" où l'on trouve tous les produits nettoyants et polluants mais cela vient de l'Occident et ça nettoie la saleté qui nous pollue la vie. Enfin, il y a cette marque de chocolat qui promet des billets de un ou cent dollars dans ses plaquettes: avant d'envisager une crise de foie, pensez aux kiosquiers que l'on peut voir fouiller de leurs doigts agiles ces plaquettes.

Il y a de quoi devenir fou pour ceux qui ne sont pas préparés à cette nouvelle vie. D'après des médecins moscovites, n'importe quel règlement de compte économique ou scandale politique engendre des crises pour des psychismes fragiles et dans les hôpitaux psychiatriques, on peut rencontrer des "Jirinovski", des "Gratchev", des "Eltsine". Les asiles possèdent des grandes cartes de l'ex-URSS et du monde, les malades passent leur temps en se préparant à conquérir le monde et à partager les territoires. Des députés à la Douma proposent de créer une commission médicale qui devrait examiner la santé physique et mentale de ceux qui assument les hautes responsabilités du pouvoir. No comment...

La guerre en Tchétchénie

9 janvier 1995, une dizaine de Moscovites manifestent devant l'ambassade de France, avec comme slogan : que fait la communauté internationale pour Grozny ? S'ils connaissaient les préoccupations françaises en matière de "préprésidentielle" et de "candidature à la candidature", ils ne feraient pas longtemps le pied de grue devant cette ambassade. (...) La Tchétchénie pourtant quelques Français s'y intéressent, quelques jeunes stagiaires journaleux qui n'arrivent pas à faire passer leurs papiers. Ils révèlent quelques informations sur le bordel ambiant, rubrique nécrologie : une mère russe ouvre le cercueil et se rend compte qu'il ne s'agit pas de son fils, un jeune découvre en rentrant chez lui qu'il a été déclaré mort, un autre a juste le temps d'arriver chez ses parents avant la lettre annonçant son décès...

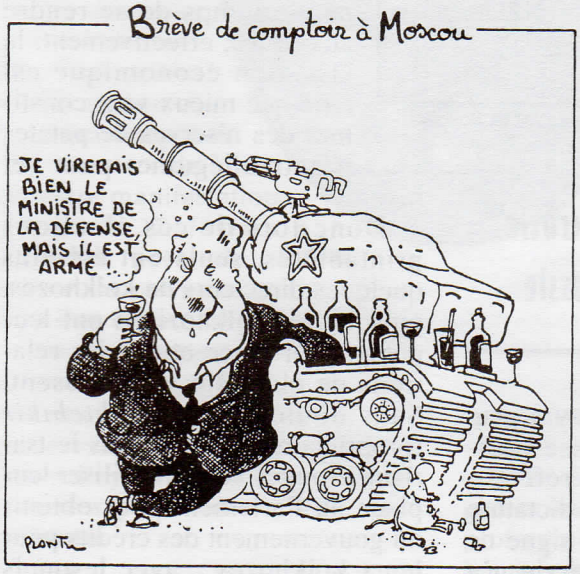
Extrait de *Volia, Journal anarchiste international,* n°8 janvier-février 95.

«Un grand nombre de médias de dimension nationale prennent aujourd'hui une position clairement antimilitariste, et en conséquence la majorité de la population est aussi contre la guerre. Mais pour quel résultat ? Ni grève, ni marches de protestation... Radio Russie a diffusé récemment une lettre caractéristique d'un lieutenant décédé à son père : "papa, je vois clairement dans quelle merde nous sommes tombés...". Ensuite "demain, je pourrais faire un rapport et ne pas partir me battre, mais j'irai", et suit quelque chose sur "l'honneur des officiers".

De la prise de conscience à la résistance, ou au moins à l'inaction, la résistance passive, il a toujours existé dans notre pays une distance colossale... Les appelés rappliquent docilement aux points de rassemblement; les soldats qu'on envoie en Tchétchénie restent paisiblement assis dans leurs camions alors que leurs mères se couchent sous les roues, essayent d'arrêter la colonne. D'accord, les soldats sont soumis à une violence

concrète, ils risquent "jusqu'à l'exécution", mais pourquoi sont-ils allés à l'armée ? Et cet officier qui comprend tout, qui a la possibilité de choisir, mais qui participe à une attaque absurde et meurt dans une sale guerre ? ... Au gouvernement qui se fait passer pour notre patrie qui tue en Tchétchénie et vole tous sans différence et qui demande encore qu'on l'écrive avec une majuscule, nous répondons par le slogan spontané de la jeunesse : Patrie, espèce de salope fasciste !»*

Il faut quand même noter que plus de 3000 soldats russes auraient déserté leurs unités depuis le début de la guerre (...) déjà une centaine subissent des poursuites judiciaires (d'après un Moscow Times de février). Mais il est vrai que, bien que la grande majorité de la population soit contre la guerre, les actions de protestation sont désespérément peu nombreuses. Les mères de soldats sont les plus actives et les plus médiatisées, mais leurs protestations font parfois grincer des dents : "rendez-nous nos fils et qu'on envoie là-bas les troupes d'élite". Elles pleurent "les jeunes russes qui meurent à cause de Eltsine", mais pour la plupart, elles s'inquiètent peu du sort des jeunes Tchétchènes et de leurs vieilles mères, semblables en cela à la majorité de la population.



* Note de la rédaction : ces derniers temps, la moitié des appelés russes n'auraient pas rejoint leurs unités, ce qui n'a pas empêché la poursuite de la guerre; cela montre les limites de l'antimilitarisme, quand il n'est pas accompagné d'une résistance générale de la population et d'un projet de société.

Passerelles et nouvelle droite

E. Limorov. Cet ancien dissident, revenu en URSS (...) s'est reconverti dans le nationalisme tendance nouvelle droite. (...) Limonov, non content d'avoir fondé le parti national-bolchévique, a maintenant lancé un journal, *"Limonka" (Grenade)*, sous-titré *"journal d'action directe"*. Ce journal, qui titre VIVE LA GUERRE, félicite les Serbes de Bosnie et leur leader Radovan Karadzic pour leur victoire. Quant à l'édito, il proclame :

«Après réflexion, le parti national-bolchévique salue et soutient les mesures (qui auraient dû êtres prises il y a trois ans) du gouvernement de la Fédération de Russie visant à rétablir l'unité territoriale de l'État russe. Cependant, il aurait fallu envoyer des troupes non seulement en Tchétchénie, mais aussi dans les soi-disant "États baltes", et rétablir aussi la souveraineté russe à Sébastopol et Semipalatinsk..»

Effectivement, en ce qui concerne l'intervention en Tchétchénie, Eltsine est soutenu par tous les "conservateurs" et les "nationalistes", engeance floue et diversifiée que la presse occidentale s'obstine à appeler "opposition" alors que leurs idées sont depuis longtemps partagées par l'entourage de Eltsine.

Si *"Limonka"* peut espérer gagner une certaine popularité, c'est surtout parce que Egor Letov fait partie de la rédaction. Le chanteur du groupe Grazhdanskaïa Oborona, figure mythique pour toute la jeunesse alternative, s'est longtemps dit anarchiste. Il prône maintenant la révolution nationale...

Transports publics

A la période bénie, où le bus coûtait quelques kopecks et où tout le monde compostait consciencieusement ses tickets, succède une période de contrôles musclés et de fraude croissante. Dégradation de la conscience collective qui s'explique évidemment par l'influence corruptrice du capitalisme; peut-être aussi par le fait qu'un ticket "multi-transport" mensuel coûte 24'000 roubles alors que le salaire minimum est de 25'000 roubles par mois et que les allocations retraites ne sont guère plus grosses. Cependant, les petites vieilles ne se laissent pas démonter par les contrôleurs aux dents longues. Placidement assises, elles attendent qu'un de ces "trolls" (en civil) leur demande leur titre de transport pour lancer un chapelet d'insultes bien senties : comment ce freluquet se permet-il de venir leur chercher des noises, à elles qui ont trimé toute leur vie, et au lieu d'emmerder le peuple il ferait mieux de travailler !

Cette situation se retrouve dans toutes les villes de l'ancienne Union Soviétique. Certains petits malins en profitent pour se faire du fric, déguisés en faux

contrôleurs. D'autres réagissent en tirant des tracts comme celui-ci :

MÉTHODES DE LUTTE AVEC LES CONTROLEURS

MÉTHODES GÉNÉRALES

— Réclamez au contrôleur sa carte, recopiez ses coordonnées, faites durer. (...)

— En situation critique, présentez tous les tickets compostés que vous avez sur vous.

— En entrant dans le bus, demandez à ceux qui sortent leurs tickets utilisés; en sortant, donnez-les à ceux qui rentrent. Soyez solidaires avec vos camarades de malchance.

— Réclamez à votre employeur ou à votre syndicat [sic !] le paiement de vos titres de transport.

— Si vous avez la possibilité d'utiliser une photocopieuse couleur, faites des tickets pour vous et vos amis.

— Bloquez le déplacement des contrôleurs, prévenez tout le monde du danger.

MÉTHODES RADICALES

— Exprimez de toutes les manières possibles votre mépris vis-à-vis des contrôleurs : traîtres au peuple travailleur

— Remplissez les composteurs avec du chewing-gum, des allumettes, des feuilles ou ce que vous avez sous la main.

— Cassez les composteurs.

— Provoquez des actions d'insoumission civile sur les transports en commun.

— Refusez par principe de payer votre trajet : l'État et les bourgeois n'ont qu'à assurer le financement des transports en commun.

Des anarchistes de Khabarovsk (Sibérie orientale)

"ACTION DIRECTE" N°4 PÉRIODIQUE DES AMIS DE L'AIT DE MOSCOU

Répression et "démocratie" musclée en Biélorussie

Ce petit pays a eu, il y a peu, les honneurs de la presse occidentale au moment du référendum du 14 mai 95. Ici la dictature se met en place sous le signe de la nostalgie, la Biélorussie n'a presque pas fait de lifting à l'ancien système. Ont été réinstaurés l'ancien drapeau (rouge et vert avec une bande blanche), l'ancienne "gerbe" officielle, pour l'instant sans marteau ni faucille et la langue russe comme langue officielle.

Il semblerait fort que [le président] Lukachenko souhaitât rester le seul maître à bord, avec une presse musclée et un Parlement les fers aux pieds. Et en plus, maintenant il va pouvoir se targuer du soutien de son peuple face aux démocraties occidentales qui de toute façon n'en ont rien à foutre.

Comme prévu, les élections au nouveau Parlement (qui s'appelle encore Soviet Suprême) ont été invalidées parce que les 50% de participation n'ont pas été atteints dans les villes (en particulier à Minsk) et que tous les députés n'ont pu être élus. On accuse le Président d'avoir saboté les élections (...). Mais cette faible participation est surtout à attribuer aux activités champêtres des citadins qui, le dimanche, travaillent dans le potager de leur datcha ou sur leur petit bout de terrain et n'ont pas le temps de se rendre aux urnes; effectivement, la situation économique est telle que mieux vaut constituer des réserves de patates et autres légumes pour cet hiver.

Donc lors de ces élections printanières, seuls ont été élus quelques directeurs de kolkhozes, puisque les kolkhoziens ont leur potager sur place et que les relations de clientèle y fleurissent. Sans doute ces *pomechtchikis* (propriétaires terriens sous le tsarisme) rouges vont-ils utiliser leur place au Parlement pour obtenir du gouvernement des crédits pour leurs kolkhozes... avec lesquels ils se feront construire des maisons de maître sur leurs terres privatisées. Cela quand le nouveau Parlement sera élu, c'est-à-dire cet automne.

D'ici là, Lukachenko va gouverner avec l'ancien Parlement (élu en 91, lors des élections semi-libres, comme on dit). Mais il a pris ses précautions; si l'on en juge par les réponses à la 4ème question du référendum, son bon peuple est d'accord pour qu'il puisse dissoudre le Parlement (...)

il pourrait bien essayer d'avoir le dernier mot dans la dispute avec le Soviet Suprême qui a commencé à son élection.

Par exemple, en avril, le Soviet Suprême a été le théâtre d'une grève de la faim des députés du BNF (Front populaire/ou national Biélorusse), qui protestaient contre l'organisation du référendum. Ils ont été chassés avec coups et blessures par les dogues de Lukachenko qui ont prétexté une alerte à la bombe pour les évacuer (...).

Enfin, toutes ces histoires d'élections et de Parlementaires battus, c'est pour amuser la galerie. Pendant ce temps là, le partage de la propriété continue et les flics n'ont pas attendu les résultats du référendum et des élections pour se sentir les maîtres du pays. Il y en a partout, ils prolifèrent (...). Et même si la Biélorussie semble faire honneur à sa réputation de pays des placides mangeurs de patates, il y a des remous et à la moindre agitation la dictature enlève son gant de velours.

Premier témoignage : le 1er mai à Gomel plusieurs militants anarchistes et "de gauche" ont été arrêtés pour manifestation non autorisée et battus (voir article ci-après).

Deuxième affaire : le 24 mai une manifestation est organisée par des étudiants, autour du bâtiment de l'administration du président (...) ces étudiants avaient décidé de manifester publiquement leur désaccord en tournant autour du bâtiment les mains sur la tête, symbolisant la ronde des prisonniers dans la cour d'une prison; puis un drapeau rouge et vert a été suspendu sur les toilettes municipales avant d'être brûlé (...). Trente personnes ont été arrêtées à coups de matraques, et deux vont passer en procès : mais comme le drapeau qu'ils ont brûlé était l'ancien drapeau de la Biélorussie soviétique, on ne peut les accuser d'avoir brûlé le drapeau national et on les a inculpé pour "avoir allumé un feu dans le centre de la ville".

(...) Lukachenko arrivera-t-il à ses fins (s'il en a d'autres que de satisfaire son ego et de se reposer sur Moscou ?) ou va-t-il se heurter aux anciens maîtres du pouvoir (KGB, complexe gazo-pétrolier) qu'il ne peut pas tous récompenser d'une petite place dans son administration ? Sans doute en saurons nous plus lorsque viendra le temps d'écrire les impressions d'automnes.

❐

Biélorussie

Répression contre la manifestation du 1er mai

Le premier mai 1995 à Gomel, lors d'une manifestation regroupant des anarcho-syndicalistes et des militants d'extrême-gauche, les flics du ministère de l'intérieur (OMON) ont soudainement et brutalement attaqué le cortège. Sept manifestants ont été emmenés au commissariat où ils ont subi de mauvais traitements. Après s'être fait cogner et menacer avec des armes à feu, ils ont été accusés d'avoir «perturbé la loi et l'ordre». Ils devront, pour cette offense(!), s'acquitter d'une amende. Ces événements ne sont pas isolés. Ils font partie de la vague de répression qui touche actuellement l'opposition au régime dictatorial du président Lukachenko. C'est pourquoi les anarcho-syndicalistes biélorusses font appel à notre solidarité : ils nous proposent d'écrire aux missions diplomatiques biélorusses de notre pays et si possible d'organiser des piquets de protestation.

D'après les "infos" du Groupe des Anarcho-Syndicalistes Révolutionnaires (GRAS), amis de l'AIT, Moscou.

LES DANGERS DES RELIGIONS

Par Christian Brunier

L'oppression c'est aussi la religion

Jean Koppen

L'actualité nous le rappelle chaque jour: la religion tue. Aujourd'hui, la plupart des conflits, des guerres, des attentats sont d'origine religieuse. Au nom d'un Dieu, on assassine, on torture, on déteste son prochain.

Certes les religions exercées avec modération permettent aussi à certains de trouver un réconfort moral et à d'autres de conserver un minimum de valeur de solidarité. Mais, l'intégrisme ne naît-il pas en fait des valeurs de base défendues par les religions ?

En prêchant la dévotion à une autorité suprême, les religions apprennent tout simplement à leurs fidèles à se soumettre. En prétendant que leur Dieu est parfait, elles invitent les croyants à ne plus faire appel à leur sens critique. Elles transforment, en l'affirmant, le peuple en un grand troupeau obéissant aux bergers sans rechigner. Courbant l'échine face à la religion dès son plus jeune âge, le croyant devient donc un être que l'on peut manipuler, fanatiser. De la religion modérée au sectarisme ou intégrisme, il n'y finalement qu'un pas, heureusement que beaucoup ne franchissent pas pour l'instant. Néanmoins, les dangers sont là et deviennent potentiellement de plus en plus présents avec la crise morale et financière que vit le monde.

Parallèlement à cette augmentation des fanatismes religieux, le silence a enveloppé l'anticléricalisme et l'ensemble des mouvements luttant contre le Religieux. N'est-ce pas le moment de redonner naissance à ces sensibilités, à des groupes qui par leurs provocations produiraient des électrochocs afin de stopper les excès des religions à travers nos sociétés? A une époque, les Surréalistes avaient mené ce combat contre le puritanisme. Cette expérience pourrait maintenant nous servir d 'exemple .

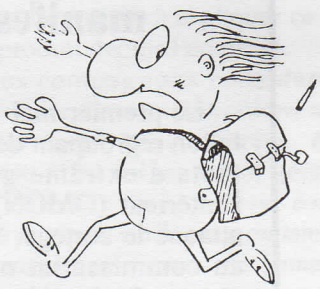
Prônant le culte du plaisir pour remplacer celui de Dieu, les Surréalistes invitaient le bon peuple à des actions de protestation:

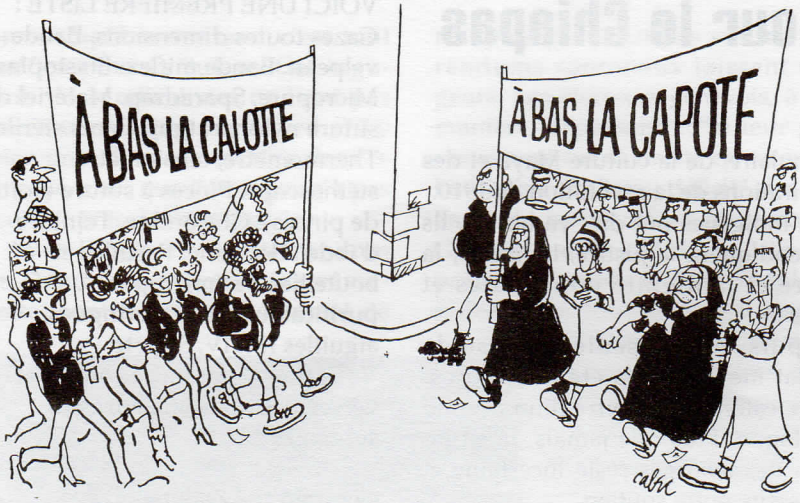
Dans le métro, à une heure d'affluence, si vous êtes à côté d'un prêtre, vous commencez à hurler, en lui foutant un coup de poing en pleine gueule: "Vieux porc, vous n'avez pas fini de me peloter". La foule écoute; alors vous déclarez: "C'est la troisième fois cette semaine qu'un curé me fait des propositions et dire qu'on envoie des enfants au catéchisme !" Vous pouvez ainsi insulter et même rosser un curé sans être lynché.

Bien sûr, tous les religieux ne sont pas à traiter de la sorte On ne peut pas considérer l'abbé Pierre ou le Dalaï Lama comme Jean-Paul II ou Khomeiny. On ne peut pas non plus comparer la théologie de libération avec le catholicisme adepte de la messe en latin Les façons d'exercer les religions sont plurielles Malgré ce constat auquel souscriraient certainement les fondateurs du surréalisme, l'action précitée a le mérite de remettre en cause l'Autorité qui apprend aux fidèles la résignation.

Les Surréalistes ne se bornaient pas qu'aux conseils. Leur militantisme contre les religions a été aussi riche qu'imaginatif. Cet aspect fait partie intégrante de leur philosophie. Comme le dit l'écrivain Michel Carrouges: "Le surréalisme est un défi au christianisme".

Quel scandale, quand Max Ernst présente une toile représentant la Vierge fessant Jésus à coups d'auréole. Quelle stupeur, lorsque Antonin Artaud lance: "Je chie sur les vertus chrétiennes". Quel choc, lors de la publication de "Haute fréquence", Manifeste anticlérical du collectif surréaliste ou de l'"Adresse au pape" dans le numéro 3 de la revue "Révolution surréaliste". A travers l'ensemble de leurs œuvres, parfois extrémistes, mais n'est-ce pas là un moyen sûr de changer le monde, les surréalistes ont poussé à l'évolution des mentalités, à la remise en cause de la pensée trop propre, trop rangée pour être vivante. Sans de tels actes, le plaisir,





la liberté, la démocratie n'avanceraient pas. La provocation est le poumon de nos libertés.

Les surréalistes ont par exemple fortement milité en faveur de la liberté sexuelle. Épicuriens et portés sur l'érotisme, ils ont élevé fièrement l'idéal sadien. Qu'on aime ou pas le sexe, cette révolution sexuelle a propulsé l'ensemble de nos libertés humaines. Toute conquête de liberté enrichit la Liberté avec un grand L. On ne peut donc pas être en faveur de la Liberté et défendre conjointement le puritanisme. Ces valeurs sont antinomiques. D'ailleurs les régimes totalitaires s'attaquent toujours en priorité à la liberté sexuelle avant d'atteindre l'ensemble des libertés.

Les surréalistes ont aussi utilisé le cinéma pour soutenir leur mouvement antireligieux. Le film "L'Age d'or" de Luis Bunuel qu'il a écrit avec Salvador Dali est certainement un modèle du genre. Le Christ y est représenté, sur un air de paso-doble, comme l'organisateur de la plus belle des orgies avec des jeunes filles et des adolescents. On y voit des squelettes vêtus en habits d'archevêques. Interdit durant 50 ans, ce long métrage est un symbole d'opposition contre les cathos coincés, mais surtout un défi historique contre la censure.

Aujourd'hui, à travers le retour au moralisme, au "politiquement correct", à l'intégrisme religieux, c'est la Liberté que l'on brade. Il ne faut plus tarder pour retrouver l'esprit d'insoumission et de provocation qui a caractérisé le mouvement surréaliste. La résistance contre les agents répressifs de la pensée doit commencer.

❐

Solidarité avec les travailleurs et travailleuses en lutte de Nestlé Norwich

Nestlé, la célèbre multinationale suisse qui accumule les bénéfices à travers le monde et qui exploite sans vergogne la misère du Tiers-monde, a décidé de s'en prendre aux travailleurs de son usine de Norwich, ville située dans de sud-est de l'Angleterre.

Usine Nestlé à Norwich, le 17 novembre 1994. Des agents de sécurité, spécialement engagés pour l'occasion, se sont postés aux alentours du bâtiment et à l'entrée. D'autres escortent l'équipe de direction jusqu'à la cantine où sont convoqués tous les ouvriers. La direction déclare: «Nestlé a décidé de procéder à une réorganisation majeure de sa production qui améliorera de manière significative la compétitivité de ses marques sur le marché (...). Avec regrets, cette décision conduira à la fermeture de l'usine au cours des deux prochaine années».

En clair, Nestlé va licencier d'ici fin 1996, les 900 personnes de son usine de chocolat de Norwich, condamnant au chômage et à l'exclusion sociale une grande partie d'entre-elles. Les syndicats réformistes de l'usine misent sur les politiciens de la ville pour les sauver. D'autre part, ces syndicat sont totalement domestiqués par des années de collaboration avec la direction et par les énormes subventions reçues, qu'ils risqueraient de perdre s'ils entreprenaient quoi que ce soit d'efficace et/ou d'illégal contre Nestlé.

La Solidarity Federation (section anglaise de l'AIT) de Norwich encourage la prise en charge de la lutte par les travailleurs eux-mêmes, en dehors des appareils syndicaux et politiques, ainsi que l'action directe.

Notre solidarité peut s'exprimer par des messages de protestation à Helmut O. Maucher, Nestlé Ltd., Avenue Nestlé 55, CH-1800 Vevey. Des lettres de soutien peuvent également être envoyées aux ouvriers de Nestlé Norwich à Norwich Solidarity Federation/IWA, PO box 73, Norwich, NR3 1 QD, Angleterre.

❐

Des médicaments pour le Chiapas

"LE premier janvier 1994, les indigènes du Chiapas se sont soulevés les armes à la main. L'Armée Zapatiste de Libération Nationale (E.Z.L.N.), sortant des montagnes, de la "selva" et des communautés oubliées du Chiapas, est apparue au grand jour. Cette insurrection a déclenché une véritable révolution (occupation des terres, expulsion des grands propriétaires, rejet de l'autorité gouvernementale...) et réveillé la conscience d'une multitude de mexicains. Ce mouvement insurgé est nouveau par bien des aspects, tout en étant l'héritier de 500 ans de résistance indienne et populaire, de la culture Maya et des aspirations de la révolution de 1910.
Les indigènes ont dit "ya basta", ils revendiquent la justice, la liberté, la terre et la dignité pour toutes et tous !
Depuis lors, la seule réponse de l'État mexicain n'a été que répression, calomnies et offre d'un pseudo dialogue. Plus que jamais, la situation des insurgés reste incertaine et nécessite notre soutien."
A Genève, le Comité Viva Zapata et la villa Freundler (qui sont en contact direct avec le Chiapas) organisent une campagne financière et une collecte de matériel médical en solidarité avec les insurgés du Chiapas. ❐

VOICI UNE PREMIERE LISTE :
Gazes toutes dimensions. Bande velpeau. Bande miflex. Élastoplast. Micropure. Sparadrap. Matériel de suture nylon, catgut. Gants stériles. Thermomètre, tensiomètre, stéthoscope. Pinces à suture (boîte de pinces). Glucantine. Teinture d'iode : Bétadine. Pastilles et bouteilles de "micropure", purificateur d'eau. Seringues, aiguilles IM, IV, SC, etc.
Vous pouvez prendre contact et versez vos dons aux adresses suivantes :

Comité Viva Zapata
C.P. 1135
CH - 1211 **Genève**
CCP 12-17077-9

Villa Freundler
4, place St. François
CH - 1205 **Genève**

Souscription permanente

E. P	GE	20.-
J.-P. S.	NE	100.-
A. V.	VD	20.-
A.-M. C.	TI	20.-
J. G.	GE	20.-
G. F.	GE	20.-
C. B.	GE	20.-
D. G.	GE	50.-
C. G.	TI	50.-
A. B.	GE	320.-
R. J.	France	FF 100.-
G.F.	VD	30.-

AFFRANCHI N°11 ÉTÉ 1995 LISTE N°7

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DE TIMOR-ORIENTAL

DEPUIS son annexion par l'Indonésie, la partie orientale de l'île de Timor subit une répression sanguinaire.
Ancienne colonie portugaise, le Timor-Oriental avait proclamé son indépendance le 28 novembre 1975. Le 7 décembre de la même année, au lendemain d'un séjour du président américain Gerald Ford et de son conseiller Henry Kissinger à Jakarta, la capitale de l'Indonésie, l'armée indonésienne envahissait Timor.
Les premières mesures mises en place par les nouveaux occupants furent d'imposer la langue nationale indonésienne, la religion musulmane, ainsi que de massacrer les opposants. De nombreux habitants essayèrent de se réfugier dans les montagnes du centre de l'île, là où la famine les guettait; ou bien ils aboutissaient dans des camps de réfugiés où ils étaient décimés par la maladie. Peuplé de 688'000 habitants en 1975, le Timor-Oriental n'en comptait plus que 550'000 en 1980, selon le recensement officiel indonésien. Depuis lors, les massacres se sont poursuivis. Amnisty International ainsi que d'autres organisations humanitaires font état de l'élimination par les armes ou par la famine de près de 200'000 Timorais entre 1975 et 1991, soit entre le quart et le tiers de la population totale. Le 12 novembre 1991, à Dili la capitale du pays, l'armée abattait publiquement plus d'une centaine de jeunes gens qui participaient à une manifestation pacifique. Malgré la chape de plomb recouvre l'île, la presse internationale signale, de temps

Suite de l'article page 23

Suite de la page 22

en temps, de nouveaux massacres. Par exemple, le 12 janvier dernier, six habitants dont le maire d'un village étaient sommairement exécutés par l'armée indonésienne (*Le Monde* du 6 avril).

Différents groupes anarchistes portugais ont lancé une campagne de solidarité, en proposant que le 5 mai soit désormais considéré comme un jour mondial de soutien au peuple de Timor-Oriental et de lutte contre la dictature indonésienne. Dans le texte qu'ils nous ont fait parvenir, ils signalent que l'armée indonésienne recourt de plus en plus à une sorte d'escadrons de la mort, constitués de mouchards et d'éléments du crime organisé — les soi-disant "ninjas". La répression a pris de telles proportions qu'une part non négligeable du peuple de Timor commence à s'auto-organiser. Malgré les appels apaisant de l'Évêque de Dili, des groupes d'auto-défense se sont spontanément constitués et s'affrontent désormais aux "ninja". L'action de ces groupes provoque l'inquiétude de certains politiciens et autres autorités religieuses, c'est-à-dire de tous ceux qui «envisagent la résistance timoraise uniquement comme un moyen d'exercer une pression sur les indonésiens, pour les obliger à signer des accords susceptibles de déboucher sur une illusoire autonomie pour Timor-Oriental et sur une redistribution, dans ce territoire, de sinécures politiques et d'autres privilèges».

Bien que les Nations unies n'aient pas reconnu l'annexion de Timor-Oriental par la dictature indonésienne, celle-ci bénéficie de l'appui des puissances occidentales.

Une bonne partie de son matériel de guerre lui est fournis par le Royaume-Uni. L'Indonésie se procure également des équipements militaires au Portugal, en Allemagne, en Espagne...

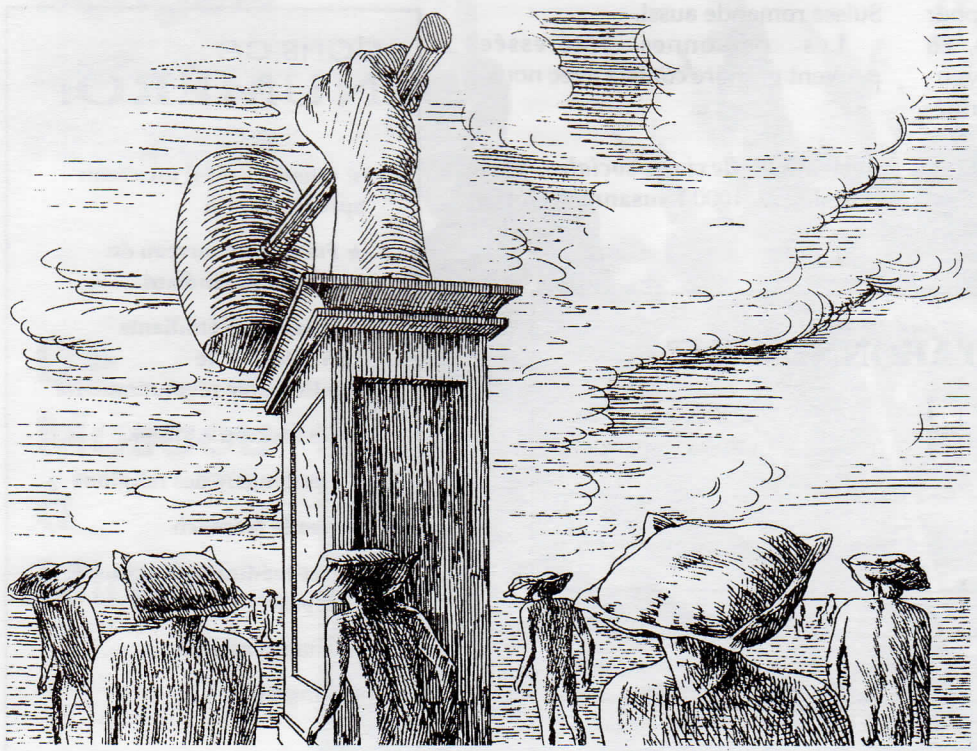
L'Indonésie est, en Asie, l'un des principaux bastion de "l'ordre nouveau" sur lequel s'appuie le capitalisme mondial. Pour empêcher la poursuite du génocide du peuple timorais, il est urgent de développer un vaste mouvement de solidarité internationale.

❐

Vingrau
un village en lutte

L'Affranchi a déjà parlé à plusieurs reprises de la lutte des habitants du village de Vingrau dans les Pyrénées Orientales (France) qui résistent depuis plus de cinq ans à la société Omya, filiale de la multinationale suisse Plüss-Staufer AG dont le siège est à Oftringen dans le canton d'Argovie.

Rappelons que cette entreprise veut exploiter une carrière de carbonate de calcium contre l'avis de plus de 70% des habitants de la commune. Outre l'agriculture locale (des vignes principalement) la carrière menace la faune et la flore de la région.



Alors que les travaux ont provisoirement cessé depuis le mois de décembre 1994, la mobilisation se poursuit. Le 9 avril dernier, le chantier (totalement abandonné d'ailleurs : plus de trace des vigiles, ni des bulldozers) a été occupé pour y planter des arbres, afin de reboiser la forêt saccagée par la société Omya avec la complicité de l'Office Nationale des Forêts. La journée s'est poursuivie par la dégustation des fameux vins de Vingrau et par un grand repas, dont le prix a été voulu libre (à chacun selon ses moyens) par le comité de défense. En mai, a eu lieu la fête de l'Escalade, fête autogérée et autofinancée par les habitants du village qui

Suite de l'article page 24

Solidarité avec les habitants de Vingrau

Suite de la page 23

attire du monde et permet d'affirmer son opposition aux carrières... Bref, la lutte continue !

D'autre part, un *comité de défense de Vingrau* s'est constitué à Zürich; il prévoit, entre autres, un voyage à Vingrau au mois de septembre pour soutenir les vingraunais(es), au moment où, occupé(es) aux vendanges, ils (elles) sont plus vulnérables que le reste de l'année.

Il paraît que M. Max Schachenmann, le PDG de Plüss-Staufer, est très attaché à l'image de marque de son entreprise et qu'il n'apprécie pas le tapage médiatique contre sa société. Cela nous semble une bonne raison pour créer un comité de soutien à Vingrau en Suisse romande aussi.

Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec nous.

Écrire à *Réflexions sociales*, Case postale 172, 1000 **Lausanne** 6 Ouchy.

BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS ☐ 20 FRS (80 FF)
SOUTIEN ☐ 30 FRS OU PLUS

NOM:----------**PRÉNOM:**----------

ADRESSE:----------

NP:----------**LOCALITÉ:**----------**PAYS:**----------

Retourner à : Association Réflexions Sociales
Case postale 172 - CH-1000 Lausanne 6 Ouchy – ccp 10-5082-6

dans ce NUMÉRO:

★ **Suisse : y a-t-il un avenir après le 25 juin**

★ **France : renouveau du mouvement étudiant**

★ **Quand des étudiants "inventaient" le syndicalisme révolutionnaire**

★ **De Moscou à Minsk**

★ **Les dangers des religions**

★ **Nestlé Norwich**

★ **Des médicaments pour le Chiapas**

★ **Timor-Oriental**

★ **Vingrau**